

LA LETTRE DE LA CHINE HORS LES MURS N° 30

SOMMAIRE

■ Editorial : La lettre de la Chine hors les murs a cinq ans	p. 1
■ Rétrovisseur : Cinq ans de « Go-out », par Christophe Granier	p. 2
■ Actualité : Guerre commerciale : le tango de Trump, par Jacques Gravereau	p. 6
■ Secteur : La Chine déploie son énergie à l'international, par Paul Clerc-Renaud	p. 8
■ Les groupes chinois mondialisés : CATL Amperex, par le Comité France Chine	p. 15
■ BRI Digest :	
La BRI vue de Belgrade, par Nicolas Herriau	p.16
Actualité de la BRI, par Christophe Granier	p.17
■ Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise , par Christophe Granier	p.18
■ Dernières nouvelles des relations franco-chinoises , par le Comité France Chine.....	p.21

Editorial

La « Lettre de la Chine hors les murs » a cinq ans

La présente édition marque le cinquième anniversaire de notre publication. Nous tenons à remercier ici les trente-huit contributeurs de la « Lettre de la Chine hors les murs » qui, depuis son origine, ont produit 122 études, articles, opinions, éditoriaux, présentations de groupes et infographies concernant la mondialisation de la Chine. Le réseau des Conseillers a permis de collationner 2700 nouvelles brèves ayant trait au même sujet. Avec à ce jour plus de 1300 lecteurs réguliers, notre Lettre a acquis un réel statut d'instrument d'information et de réflexion dans les cercles économiques, politiques et universitaires de notre pays, et le mérite en revient d'abord à ces auteurs et informateurs bénévoles qui ont ainsi réalisé concrètement le rôle de veille économique dévolu aux Conseillers du Commerce Extérieur de la France (CCE). Nous remercions également le Comité France Chine qui est notre partenaire fidèle depuis septembre 2017, ainsi que the l'Asia Pacific Circle de l'Université chinoise de Hong Kong qui traduit et reprend nombre de nos articles.



Lorsque la Commission Asie-Pacifique du Comité national a décidé à l'été 2012 de lancer une enquête sur l'internationalisation chinoise auprès de la population des CCE dans le monde, ce sujet ne présentait pas encore le degré d'importance qu'il a acquis depuis lors, ni l'image prégnante qu'il laisse dans le monde, générant aujourd'hui de la part de certains dirigeants des réactions que l'on peut parfois qualifier d'excessives. Notre enquête a été réalisée jusqu'à l'été 2013, soit peu de temps avant que le président Xi Jinping, fraîchement désigné, annonce à Astana puis à Jakarta le lancement de l'initiative « Belt & Road » sous ses deux aspects initiaux.

Publié en février 2014, le rapport « La Chine hors les murs » basé sur les résultats de cette enquête a permis de juger plus précisément, si ce n'est des intentions de la Chine, du moins de l'état de la mondialisation des entreprises chinoises et des réactions qu'elles engendraient alors dans les opinions des pays concernés par leur expansion. Une présentation détaillée des actions chinoises par zone géographique et par secteur économique était incluse, suivie de préconisations qui – sur le plan interne – ont abouti à la constitution d'un Observatoire de la Chine hors les murs, qui a commencé la publication de notre lettre bimestrielle en juillet 2014.

Cet anniversaire est l'occasion de tracer à grands traits un bilan de la mondialisation chinoise récente et de poser sur le chemin accompli depuis 2014 un regard rétrospectif permettant de tirer des enseignements utiles pour le futur proche.

Rétroviser

Cinq ans de « go-out »

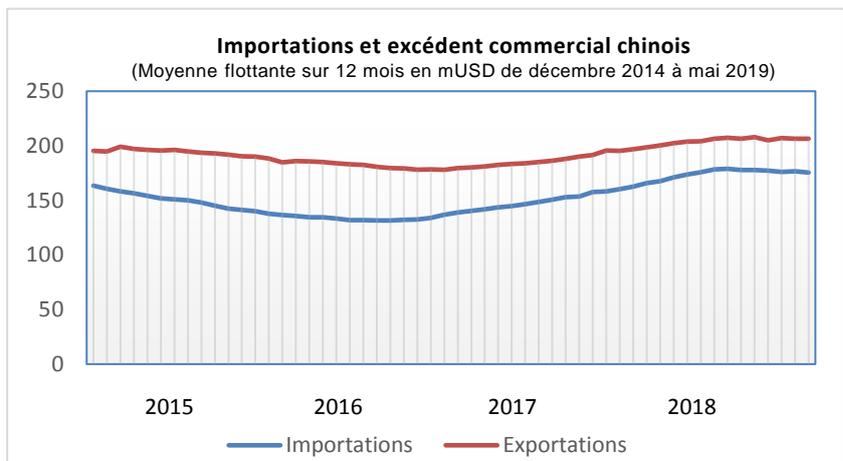
Retracer l'histoire de la mondialisation chinoise au cours des cinq dernières années revient pour l'essentiel à examiner les résultats de la politique internationale des équipes mises en place par le président Xi, tant le centralisme dirigiste du système gouvernemental chinois est important. Il faut cependant garder à l'esprit qu'une certaine dose d'initiative privée a toujours existé dans les projets d'expansion territoriale et sectorielle des acteurs économiques chinois, et ce pour le meilleur et pour le pire. Lorsque notre Observatoire a commencé à suivre les efforts et réalisations de « Go-out », il était difficile de prédire la chute ou le retrait de groupes parmi les plus actifs dans cette conquête du monde comme Anbang, CFEC, HNA ou Wanda. Si le gouvernement chinois a préparé et soutenu la mondialisation de ses entreprises, il l'a aussi dans certains cas suivie, subie et corrigée a posteriori.

Héritée d'une longue tradition, la nouvelle personnalisation du pouvoir chinois reste l'un des caractères les plus évidents de ce grand pays. Regroupés autour du Président en « small leading groups », certains des membres du comité permanent du bureau politique dirigent en collégialité apparente les affaires, nationales et internationales, et leurs ambitions personnelles s'annulent au sein de ces instances totalement inféodées. Au-delà de la décision du dernier congrès de ne plus limiter la durée du mandat du président et d'inscrire sa pensée dans la charte du Parti, son rôle exclusif dans la conduite des affaires du pays donne à Xi Jinping la responsabilité totale de la politique extérieure et donc de la mondialisation chinoise. C'est à peine s'il consent à laisser au premier ministre Li Keqiang la responsabilité apparente des négociations dans certains cercles créés par la Chine au cours des dernières années, tels le groupe des 17+1 avec les pays de l'est de l'Europe, le forum de coopération Lancang Mékong ou l'Organisation de Coopération de Shanghai.

Nous retraçons ci-après les principales évolutions de la Chine depuis 2014 dans le domaine des relations extérieures. La croissance du PIB, index principal de la réussite des dirigeants de la planète, place la Chine dans une position enviable (aujourd'hui 16% du PIB mondial) ; compte-tenu de doutes statistiques – en particulier dans la compilation de données provinciales – elle ne peut être considérée que comme une référence pour d'autres données plus objectives.

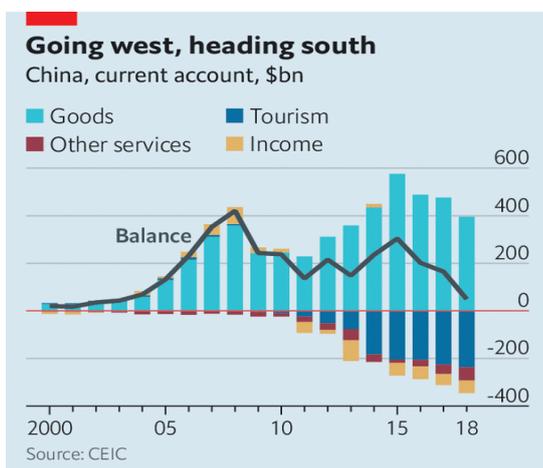
Un commerce extérieur géant en trompe l'œil

Le premier symptôme de l'internationalisation d'une économie est le commerce extérieur de biens. Dans ce domaine, les cinq années qui viennent de s'écouler ont affiché pour la Chine une stabilité globale et une évolution contrastée des composantes. En données corrigées des variations saisonnières et en USD, les exportations retrouvent aujourd'hui leur niveau de 2014 (+7% seulement en 5 ans) après avoir connu un étiage à 178mds en février 2017 et augmenté depuis d'environ 16%. Les importations ont touché le fond de leur courbe à 132mds en octobre 2016 après avoir perdu un quart de leur valeur de 2014 ; le redressement qui a suivi leur a depuis permis de gagner 33% en moins de trois ans. En conséquence, l'excédent commercial n'a pas varié en cinq ans, s'établissant à 31mds par mois en début



comme en fin de période, mais a connu un pic assez net à 51mds en juillet 2016. Ces chiffres demandent bien sûr à être affinés en tenant compte de l'évolution des prix des matières premières qui influent grandement sur le poste importations. Au total, si ces chiffres globaux sont la résultante de situations différentes et si le déficit bilatéral pris comme argument par les Etats-Unis pour déclencher les hostilités récentes est bien réel, le commerce extérieur ne semble pas pertinent pour qualifier l'expansion de la Chine dans le monde ; il ne représente que 11% du total mondial et sa participation au produit national du pays a baissé nettement au cours de la période qui nous intéresse.

Huit fois inférieure en valeur, la balance internationale des services génère quant à elle un déficit, certes en réduction récente, mais encore important (18mds USD par mois en moyenne depuis le début de l'année 2019). La Chine débourse encore bien des redevances, dues sur des propriétés intellectuelles étrangères. Par ailleurs les dépenses de ses touristes à l'étranger sont en augmentation remarquable et des « erreurs et omissions » conséquentes viennent de produits de ventes non rapatriés. Au total, la balance courante se rapproche de zéro, évolution qui constitue pour les dirigeants un bilan décevant et préoccupant pour l'avenir.



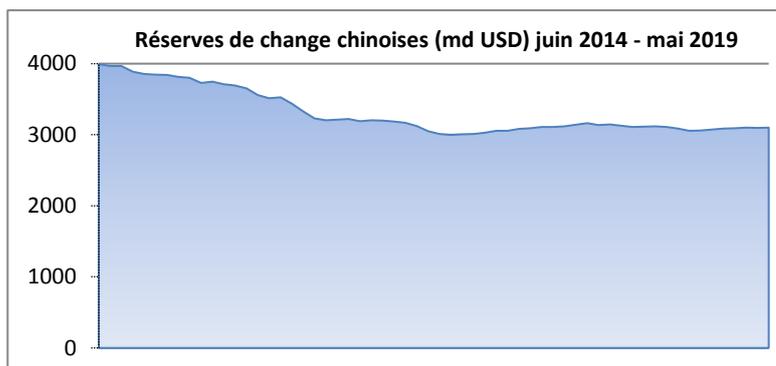
Source: CEIC

The Economist

La Chine pourrait-elle un jour prochain manquer de devises ? La question reste ouverte pour certains commentateurs, mais Pékin pourra encore longtemps se reposer sur son matelas acquis de réserves de change, évaluées à 3100mds USD.

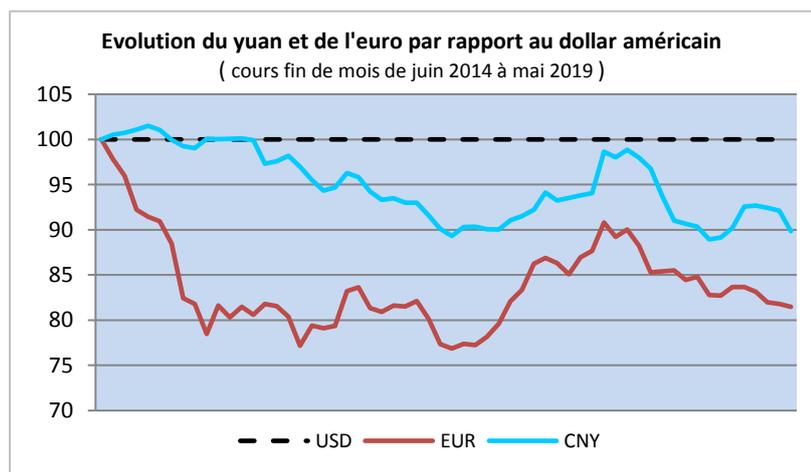
La danse des devises, tempo de la mondialisation

Scrutée par beaucoup d'observateurs, l'évolution des réserves en devises de la Chine est la preuve de l'efficacité de sa politique monétaire dirigiste. Depuis 5 ans, ces réserves ont vacillé mais ne se sont jamais effondrées grâce à l'intervention rapide des autorités. Parties de rien il y a 20 ans, elles ont plafonné à près de 4.000mds USD en juin 2014 (par coïncidence à la date de la publication de notre première lettre). Ce que certains médias occidentaux ont annoncé comme étant la fin d'une période économique pour Pékin a alors commencé avec une lente érosion, parfois plus visible (comme à l'hiver 2015) et assimilable à une fuite des capitaux, mais le plancher de verre de 3.000mds n'a jamais été franchi, au prix de certaines limitations d'exporter des devises, valables encore aujourd'hui et touchant même récemment les allocations autorisées aux simples touristes voyageant à l'étranger.



Ce monceau de réserves, constitué pour son immense majorité de dollars américains, est prudemment réinvesti, notamment en bons du Trésor de la Réserve Fédérale (1.120mds USD), faisant de la Chine le concurrent direct du Japon dans le rôle de premier créancier des Etats Unis.

Vous avez dit manipulation ?



Intervention ? Sans aucun doute, mais il est difficile de parler de manipulation, et ceci est également valable pour la pure politique des changes. Après des tentatives pourtant tenaces, les Etats-Unis ont dû récemment convenir avec déception que les critères habituels retenus pour qualifier la manipulation d'une monnaie ne s'appliquaient pas au Yuan renminbi (CNY). Arme de mondialisation très relative, la monnaie chinoise a connu depuis cinq ans des fortunes diverses mais très proches la plupart du temps de celles de l'Euro, ce qui prouve le règne en maître du roi dollar au cours de cette période. Elle est d'abord restée à sa parité initiale pendant plus d'un an avant d'entamer une glissade de 18 mois ; depuis, elle s'est

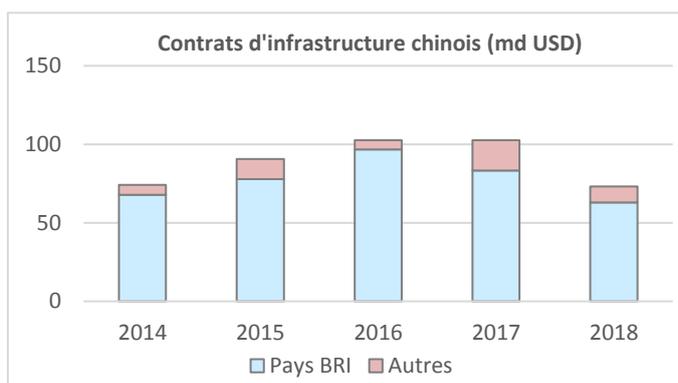
fortement redressée jusqu'à l'été 2018 pour ensuite aggraver le rythme de sa chute, mais n'a quasiment jamais perdu plus de 10% par rapport au billet vert, ce qui n'est pas le cas de l'euro, pénalisé dès 2014 par une dépréciation de 22% et suivant depuis un an une pente baissière régulière.

Ceci posé, les règlements internationaux en Yuan renminbi restent extrêmement marginaux et, si les coûts internes des manufacturiers en sont dépendants, le facteur change n'affecte que très modérément le commerce extérieur chinois. Bon an mal an, Pékin doit par exemple déboursier environ 350mds USD pour payer les matières premières et hydrocarbures dont la Chine a besoin. Dans les règlements internationaux, la part de la devise chinoise, classée cinquième, n'a pas évolué en 5 ans, restant constamment en deçà de 2% après un pic à 2,45% en janvier 2016. Aidé par son intégration (à hauteur de 10,92%) au panier de devises composant les droits de tirages spéciaux du FMI, l'usage du renminbi s'est récemment étendu à un certain nombre de banques centrales de pays en développement pour leurs réserves, la plus symptomatique étant la banque centrale russe, étouffée par les sanctions occidentales. Moscou et Pékin discutent en permanence des moyens de se passer du dollar, sans aboutir pour l'instant à des actions très concrètes. Les années qui viennent pourraient voir une évolution, surtout dans le domaine des émissions obligataires avec la généralisation des panda bonds émis par des contreparties étrangères.

L'ingénierie, mère de toutes les batailles

Bien antérieure à notre étude, la politique chinoise consistant à utiliser la construction d'infrastructures comme moyen de pénétrer les pays étrangers ne s'est pas démentie au cours des cinq dernières années. Elle a simplement revêtu un nouvel aspect en devenant plus ciblée, bien qu'elle dispose d'un éventail d'intervention enviable, des réseaux télécoms à tous les types de travaux publics, en passant par la construction au sens strict et le secteur de l'énergie. A ce jeu, certains acteurs chinois ont gagné une réputation qui les rend parfois incontournables et peuvent proposer des conditions de prix et de financement imbattables avec le soutien de l'arsenal financier officiel de Pékin.

Selon le recensement de l'American Enterprise Institute, les contrats d'infrastructure remportés dans le monde par des entreprises chinoises (450mds USD en cinq ans) sont retombés en 2018 à leur niveau de 2014 (73 au lieu de 74mds) après avoir plafonné à 103mds en 2016 puis en 2017. Alors que les réseaux de télécommunications avaient fait les beaux jours des contracteurs chinois - Huawei et ZTE en tête - lors de la période précédente, les années 2014 à 2018 ont donné la part belle au secteur énergétique, la construction de centrales à charbon, à gaz, hydroélectriques et nucléaires mais également à énergie renouvelable ayant totalisé 173mds USD, devant le secteur des transports (aéroports, lignes ferroviaires, usines automobiles) qui a représenté 157md. Le contrat de montant unitaire le plus important concerne un chantier ferroviaire de 6,81md au Nigéria.

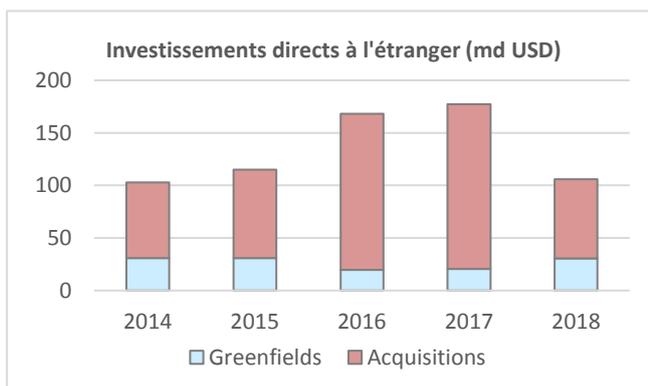


La majorité de ces contrats d'infrastructure a été réalisée dans les pays situés le long des nouvelles routes de la soie, mais la valeur totale de ces derniers a baissé plus fortement que celle réalisée dans les autres pays.

Le piège des investissements directs

Même courbe en cloche pour les investissements directs chinois à l'étranger. Avant 2016 – sur un échantillon plus réduit – leur évolution dessinait une courbe ascendante régulière, une diversification sectorielle remarquable et un spectre géographique croissant. Changement total de perspective avec des IDE revenant fin juin 2019 à leur niveau de 2014. Plusieurs grains de sable se sont glissés dans cette belle mécanique :

- Le contrôle du gouvernement chinois sur les errements de certains investisseurs attirés par le clinquant (sport, loisirs, mode et luxe, médias) a stoppé ou ralenti les grandes acquisitions dans ces domaines,
- La réaction de certains pays hôtes devant le dépeçage de leur industrie et la fuite de leur savoir-faire a généré des mesures de protection la plupart du temps efficaces,



A l'instar des contrats d'infrastructure ci-dessus, les investissements directs chinois sont en majorité réalisés à crédit, pénalisant *in fine* l'investisseur surendetté qui se heurte aux limites bilantielles de ses interventions.

Au-delà de ces caractéristiques propres, les IDE chinois ont suivi la même tendance que les investissements directs étrangers mondiaux qui ont connu en 2018 leur 2^e année de baisse consécutive à 1300mds USD, et représentent grosso modo 10% d'entre eux, ce qui reste donc inférieur au poids économique réel de la Chine dans le monde.

Que penser alors des récriminations qui se sont abattues sur ces investissements, accusés d'être prédateurs et principalement destinés à dérober des technologies et des brevets juteux ? Le caractère prédateur semble s'être récemment atténué avec le retour en 2018 à la même proportion d'investissements à partir de zéro (greenfields) qu'en 2014 et 2015 (environ 30% du total).

Pour autant que cette ségrégation ait une signification dans le système économique chinois, les sociétés privées ont réalisé au cours des 5 dernières années 37% des IDE (et même 44% en 2018) contre 17% au cours des cinq années précédentes.

Sur le plan géographique, l'essentiel de la baisse importante des IDE enregistrée en 2018 est à imputer aux deux zones ayant historiquement figuré en tête des acquisitions au cours des années précédentes, Amérique du nord et Australie, toutes deux ayant pris des mesures restrictives importantes. Les investisseurs chinois n'ont pas su, voulu ou pu changer de cible assez rapidement, même en direction de la nouvelle zone privilégiée des routes de la soie. Une redirection assez sensible vers l'Europe a eu lieu mais risque de faire long feu. En ce qui concerne les secteurs cibles, énergie et transports se détachent, comme dans les contrats d'infrastructure déjà examinés. Enfin, les statistiques d'IDE chinois comprennent une acquisition exceptionnelle, celle du Suisse Syngenta par ChinaChem, enregistrée en 2017 ci-dessus mais en 2016 par le Ministère du Commerce chinois et qui, avec ses 43mds USD, représente près du quart des IDE annuels.

Réalité de l'immatériel

Plus difficile à chiffrer est l'évolution chinoise dans le secteur vaste et diffus du « soft-power » ou plus simplement de l'influence. Si les indicateurs habituels (nombre d'expatriés et étudiants chinois à l'étranger en hausse jusqu'à la fin de 2018 mais sans doute en voie d'affaissement) sont flatteurs, ils ne reflètent qu'imparfaitement la situation. Les progrès indéniables dans le secteur des technologies de l'information sont plus significatifs en termes d'influence, certains pays s'habituant à communiquer sur WeChat, regarder les émissions de télévision payante sur Star Times, payer ou transférer des fonds par Alipay... Dans le domaine de la culture pure, des progrès restent à faire, l'impact des artistes et influenceurs chinois restant pour l'instant confiné « entre les murs » et les Chinois eux-mêmes restant friands des nouveautés étrangères, occidentales mais aussi et surtout coréennes si ce n'est japonaises. En matière de mode et de luxe, même constat, mais l'émergence d'un secteur chinois influent semble se faire jour, comme cela a déjà eu lieu dans certains services digitaux et dans l'économie de partage où des champions internationaux sont apparus. L'adhésion des Chinois aux réseaux sociaux étrangers « autorisés » est à noter : LinkedIn a vu ses inscrits passer de 4 à 47m depuis 2014.

Enfin, l'influence « officielle » n'est pas à négliger, et la diplomatie chinoise a fait en cinq ans des progrès sensibles, en spectre de couverture comme en puissance et en qualité. Les aides humanitaires et médicales ont joué leur rôle de rayonnement bien compris à destination de populations jusqu'il y a peu inaccessibles. La Chine est devenue le second contributeur financier au budget de l'ONU pour le maintien de la paix dans le monde.

Tendances centrifuges et mutations internes contrôlées

Au-delà des aspects statistiques et incorporels rappelés ci-dessus, les cinq dernières années ont généré une évolution profonde de la relation de la Chine avec l'extérieur et, en retour, de son organisation interne.

Les **acteurs** de la mondialisation, originellement cantonnés entre les murs, ont affirmé leur image dans le monde, d'abord sur le plan économique puis financier mais aussi de façon plus générale dans l'inconscient des peuples. L'empreinte des grands groupes chinois, évoquée dans notre rapport, se résumait en 2014 à quelques noms connus menés par Huawei, suivi de Lenovo et Haier ; tous les autres groupes recueillaient moins de 20% de perception immédiate dans la population des CCE, pourtant familiarisés avec les entreprises de tous pays. Seuls 9 autres dépassaient 10%. La situation a changé de façon notable : qui aujourd'hui ne connaît pas Alibaba ou WeChat, la marque phare de Tencent ? Les ventes, contrats, implantations et acquisitions des groupes chinois à l'étranger ont fait émerger leur notoriété, à laquelle a participé également le nombre significatif de cotations en bourse (156 aux Etats Unis dont 71 au cours de la période). Des géants mondiaux sont apparus, tels DJI, premier fabricant mondial de drones ou Geely, constructeur automobile privé aujourd'hui propriétaire de Volvo et actionnaire important de Mercedes Benz. Parfois plus discrets mais tout aussi mondialisés sont certains nouveaux acteurs de la technologie comme le fabricant de caméras de surveillance Hikvision, de la logistique, du loisir-hébergement et du service-partage. Pour ces acteurs, le monde est leur jardin et le ciel la limite ; ils ont cessé de raisonner dans la sphère nationale réduite mais ont également importé des technologies et comportements nouveaux.

Le **moteur** de la mondialisation est cependant largement resté l'Etat chinois, et ce à plusieurs titres :

- Héritée de la période communiste mais également de traditions antérieures, la planification est une manie chinoise ; les orientations sont clairement exprimées, inculquées et toujours suivies de soutien administratif. Cette forme efficace de dirigisme économique passe par des mots d'ordre et des programmes de mobilisation. Si l'initiative Belt & Road (qui nous a longuement occupés au cours des cinq dernières années) mêle élégamment le politique à l'économique en donnant du corps au « rêve chinois » prôné par le Président, d'autres campagnes ont eu des effets comparables. La nouvelle politique industrielle « Made in China 2025 » – dont nous soulignons l'importance dès juin 2015 dans notre lettre n°6 – a eu un impact majeur sur les orientations de la mondialisation chinoise, la dirigeant vers des secteurs technologiques de pointe et entraînant des acquisitions ciblées ainsi qu'un effort de recherche particulier en interne comme en partenariat avec l'international.
- Le carburant de la mondialisation reste très majoritairement d'origine étatique. Pour soutenir ses entreprises à l'international, l'Etat a utilisé ses canaux habituels et en a créé de nouveaux. Les banques spécialisées (China Development Bank, généralement pour le long terme, et China Exim Bank pour le commerce extérieur et le court terme) ont vu leur encours de prêts croître de façon remarquable (64% en cinq ans), devenant toutes deux les premières institutions de leur catégorie dans le monde. Les accompagnant dans l'aide aux opérations internationales, les banques commerciales (à commencer par les quatre grandes) et de nouvelles institutions (Silk Road Fund, NCB, émanation des BRICS, et AIIB, banque multilatérale de la BRI) ont multiplié leurs concours.
- Au-delà de ce rôle directeur et facilitateur, le gouvernement chinois a persisté dans sa politique de modernisation du secteur public, et une vaste réorganisation des sociétés d'état placées sous le contrôle de la SASAC a été menée dans l'optique de renforcer quelques groupes majeurs pour leur donner plus de poids à l'international.



Date	Secteur	Entités fusionnées	Actifs (mdUSD)
2017-08	Energie	Shenhua / Guodian	271
2017-01	Agriculture	Sinograin / CNCRC	219
2015-06	Ferroviaire	CSR / CNR	130
(en cours)	Acier	Baowu / Magang	124
2015-01	Nucléaire	State Nuclear / China Power	112
2015-12	Logistique	China Merchants / Sinotrans	110
2016-02	Maritime	COSCO / China Shipping	94
2017-09	Ciment	CNBM / Sinoma	69

Les mégafusions dont un échantillon figure ci-dessus ont créé des géants mondiaux dotés d'une force de frappe inégalée ; malgré leur complexité, elles ont en général été couronnées de succès, la bonne santé actuelle de COSCO Shipping étant un exemple frappant après les 71 opérations complexes de restructuration justifiées par la fusion.

- En amont de la mondialisation mais se développant en partie grâce à elle, la recherche et le développement ont été en très grande partie guidés et subventionnés par le gouvernement. Ceci est particulièrement vrai dans les domaines stratégiques de l'équipement militaire, de la sécurité et de l'information, mais une collaboration très étroite entre les rares instituts privés, les entreprises et les bureaux de recherche gouvernementaux existe quasiment dans toutes les activités au développement potentiel important, telles l'économie maritime au sens large (incluant océanographie et recherche polaire), l'espace et, dans une moindre mesure, la santé et la mobilité.
- Enfin, en toute logique, le gouvernement chinois s'est inquiété de bâtir, toujours plus vite et avec des technologies avancées, un outil militaire efficace pour protéger ses nouveaux intérêts à l'étranger, et a trouvé sur le terrain de ses revendications territoriales habituelles une bonne occasion de l'entraîner et de le tester.

Le revers de la médaille, annonciateur d'un revers plus global ?

Un esprit contradictoire peut trouver dans chacune des implications gouvernementales ci-dessus un contrepoint négatif :

- L'excès de planification trouve naturellement ses limites : même le programme iconique « Belt & Road Initiative », malgré les annonces répétées de volonté multilatéraliste, a dû être revu à la baisse, en particulier au niveau de la communication. Le plan « MiC2025 », d'abord ignoré ou moqué, est aujourd'hui au cœur des remontrances des Etats-Unis et des craintes des pays occidentaux vis-à-vis de l'expansionnisme chinois.
- L'excès de financement semble avoir eu un double effet négatif, sur les comptes de l'Etat et des institutions chinoises avec la création d'une bulle préoccupante, mais aussi sur la situation des bénéficiaires, états et entreprises étrangers étouffés par une dette croissante.
- La réorganisation de la structure économique interne par fusion des acteurs publics et croissance de leur emprise, en interne comme à l'international, n'ont fait qu'aggraver la méfiance vis-à-vis du complexe politico-industriel.
- L'entrée de la Chine dans le club des nations innovatrices, ses succès statistiques en matière de brevets et industriels dans plusieurs domaines d'excellence (nouvelles énergies, informatique quantique, exploration spatiale...) dresse devant elle un « train bleu » de nations solidaires inquiètes de perdre leur leadership.
- Le nouveau potentiel militaire chinois et son extension géographique sont enfin un objet évident de querelles futures.

Perspectives en faux-semblant

Faussée par ce bilan globalement positif en demi-teinte, une prévision de l'expansion chinoise au cours des cinq années à venir s'avère difficile. Au cours de sa longue histoire, le géant d'Asie de l'Est n'a jamais atteint son degré actuel de mondialisation, mais il reste possible qu'à l'instar et à l'instigation d'autres pays, il retombe dans la spirale piègeuse du protectionnisme, revenant en cela à la tradition colbertiste de la période impériale puis maoïste. Dans le pire des cas, la Grande Muraille pourrait être reconstruite, cette fois à partir de l'extérieur. La cause en est la guerre commerciale lancée il y a un an par le président américain, bombe à fragmentation dont l'impact dans les domaines technologique et financier finira un jour par poser de réels problèmes à Pékin en modifiant l'échiquier géo-économique mondial.



S'agit-il d'une arme à un coup, les élections de 2020 (ou celles de 2024) aux Etats-Unis pouvant rebattre les cartes ? La question mérite d'être posée car la lutte d'influence est lancée. L'effacement de la Chine par principe (ou par force ?) de la scène des relations internationales aurait des conséquences indiscernables pour l'ensemble de la communauté mondiale. Marché de consommation en expansion, source de données fondamentale pour les concepteurs et utilisateurs de l'intelligence artificielle, ancrée dans un réseau de contacts et d'institutions qu'elle a beaucoup contribué à créer et renforcer et bénéficiant désormais d'une certaine profondeur stratégique dans des zones proches comme sur des continents lointains, la Chine semble avoir réalisé à ce jour l'essentiel du chemin qui peut la rendre indispensable à l'équilibre planétaire. Les efforts de ses adversaires pour faire évoluer ses comportements dans leur sens et dans leur intérêt risquent de se révéler vains.

Christophe Granier, CCE France

Bonnes feuilles : China and the World : Inside the dynamics of a changing relationship, McKinsey Global Institute, July 2019
<https://www.mckinsey.com/featured-insights/china/china-and-the-world-inside-the-dynamics-of-a-changing-relationship>

Actualité

Guerre commerciale : le tango de Trump

Lors du G20 d'Osaka, Donald Trump a provisoirement calmé un incendie qu'il avait lui-même allumé, dans son style



Cliché : Reuters

habituel... déconcertant. En juillet 2018, il avait tiré une première salve de surtaxes douanières visant la Chine. Puis, au G20 de Buenos Aires en décembre, il était convenu avec Xi Jinping d'un armistice de – théoriquement – trois mois, prolongée *de facto* par une séquence de négociations à Washington et à Pékin, brutalement rompue, sans signaux annonciateurs, par une déclaration de nouvelles surtaxes, en mai 2019, assortie d'une menace d'asphyxie ciblant Huawei, la première entreprise mondiale – chinoise – de hautes technologies dans les télécommunications.

Des analystes rationnels peuvent toujours décrypter ces gesticulations comme une tactique de « pression maximale » pour arriver à ses fins que

Trump duplique en ce moment envers le Mexique, l'Iran et autres de ses idées fixes. Un peu comme dans les pièces de Marcel Pagnol où le héros s'enflamme : « Retenez-moi ou je fais un malheur » ! Cela rappelle plutôt la danse du tango, où l'on marche en avant, puis en arrière, souvent à contretemps de la musique, dans une direction impromptue « au feeling » qu'impose le mâle alpha ou supposé tel. Mais les esprits les plus avertis, tels Christine Lagarde, rappellent qu'une guerre commerciale est toujours un processus perdant-perdant.

Que peut-on attendre de ce nouvel armistice du 29 juin 2019, réédition de celui de décembre 2018, auquel il convient de rajouter un ton plus mesuré sur Huawei ? On sait très peu de choses sur la négociation menée par Robert Lightizer et Steven Mnuchin (côté américain) et Liu He (côté chinois), appuyée par un document de 150 pages qui reste secret pour l'instant. Sur le fond, l'angoisse existentielle de l'Amérique sur la montée en puissance historique de la Chine préoccupe des pans entiers de décideurs américains de tous types, et pas seulement à Washington ou au sein de l'administration Trump. La question des « règles du jeu » internationales, censément bafouées par la Chine, est au centre du débat, que ce soit en matière de propriété intellectuelle, de pillage technologique, d'égalité de traitement des entreprises de part et d'autre ou encore de « transparence » et de « réciprocité », termes théoriques et juridiques qui sont familiers aux Occidentaux mais pas forcément à l'aune du patrimoine culturel chinois, d'où souvent des dialogues de sourds.

Axer la riposte à la « menace » chinoise sur le seul domaine du déficit commercial américain, que l'on pourrait résoudre en brandissant l'arme simpliste des droits de douane, est contreproductif. Il a déjà révélé au cours des derniers mois un tissu de contradictions. Les Etats-Unis sont en déficit avec pratiquement tout le monde, de l'Europe à l'Asie en passant par l'Amérique latine et le Moyen-Orient. Les déficits américains divers, notamment budgétaires, ont encore explosé à la suite des énormes abattements fiscaux accordés par Trump depuis son arrivée aux segments les plus riches des Américains. Ces déficits sont financés par des émissions de bons du trésor émis par la FED... pour lesquelles il faut bien des souscripteurs : sur 6 000mds USD actuellement, la Chine en est pour 1200mds. Les Chinois disposent ainsi d'une « bombe atomique » potentielle au sein même du système financier américain. Il y en a également quelques autres, que Pékin s'est prudemment bien gardé jusqu'à présent de déclencher.

Trump a aussi déclenché une « guerre » sur l'acier et l'aluminium mondial qui, selon lui, pénaliseraient les entreprises américaines. Résultat : la plus grosse usine de BMW, en Caroline du Nord, a réduit la toile et va délocaliser une partie de sa production... en Chine. La voiture électrique *Model3* de Tesla ne sera pas non plus produite sur le sol américain, mais dans une usine flambant neuve inaugurée par Elon Musk... à Shanghai. Les Etats-Unis se tirent donc une balle dans le pied.

Le déficit commercial américain vis-à-vis de la Chine est bien connu : les Etats-Unis importent de Chine quatre fois plus qu'ils ne lui exportent : 539mds USD en 2018 contre 120mds de ventes américaines. Et ce déficit ne fait qu'augmenter. Il était de 375mds USD en 2017, il est passé à 419mds en 2018 ; au cours des cinq premiers mois de 2019, il s'est établi à 110md : c'est moins en comparaison de la même période de 2018, mais autant qu'en 2017, ou même qu'en 2015. Mais, derrière la sécheresse des statistiques se cache une stratégie des acteurs économiques. Qui sont les premiers importateurs américains de produits « made in China » ? Quatre sociétés seulement : Apple et les distributeurs Walmart, Target et Home Depot, qui ont acheté pour 120md USD en 2018... soit exactement le montant total des exportations américaines vers la Chine. Augmenter brutalement les droits de douane sur ces produits « chinois » impacte directement le portefeuille du consommateur américain.

La Chine dispose de moins de moyens que la puissante Amérique, mais elle a entrepris d'augmenter ses droits de douane – question de face – à chaque fois que les Etats-Unis annonçaient des mesures de leur côté. Elle a, par exemple, ciblé les producteurs de soja américain, lesquels ont eu une année noire en 2018 avant que la situation se calme quelque peu en 2019. Quels sont les états américains producteurs de soja ? L'Illinois, l'Iowa, le Dakota du nord... qui ont tous voté Trump en 2016 ! Le message politique est clair pour Donald Trump, obsédé par sa réélection en 2020. Au plus fort de la tension dans les négociations bilatérales, le Président Xi Jinping a fait une visite – mine de rien – largement médiatisée dans une usine de « terres rares » (scandium, yttrium, lanthanides, etc...), dont la Chine détient un quasi-monopole mondial et qui sont essentielles à l'industrie électronique de la planète. Message parfaitement clair : les Etats-Unis peuvent menacer Huawei de thrombose en cessant de livrer leurs puces électroniques de Qualcomm et autres Intel, comme ils l'ont fait l'an dernier à l'encontre de ZTE, second équipementier de télécommunications chinois, avant de se raviser. Mais l'arrêt par la Chine de la livraison de « terres rares » menacerait également de thrombose les entreprises électroniques

étrangères. C'est la deuxième « bombe atomique » possible. La menace est crédible : la Chine a déjà mis temporairement à quia toute l'industrie électronique japonaise et y a quelques années, lors de la querelle de souveraineté sur des îlots de la mer de Chine revendiqués par l'un et l'autre.

Quand bien même les entreprises américaines cesseraient de s'approvisionner en Chine, elles délocaliseraient leurs fournisseurs dans d'autres pays. Le Mexique ou le Vietnam sont les plus cités, et il y règne un frémissement dans ce sens depuis plusieurs mois. Mais elles ne rapatrieraient pas leurs usines aux Etats-Unis, contrairement aux promesses électorales de Donald Trump. Simplement, le déficit avec la Chine se réduirait mais il augmenterait vis-à-vis du Mexique, du Vietnam et de quelques autres. Le déficit commercial global américain serait autrement réparti, mais il ne diminuerait pas. La Chambre de Commerce américaine à Pékin vient de sonder ses membres : une majorité écrasante de ses entreprises va rester en Chine, tout simplement parce que le marché intérieur chinois reste pour elles une priorité absolue. Elles y ont déjà investi, en stock cumulé, pour 250mds USD (l'Union Européenne pour 190mds). Le stock d'investissements chinois aux Etats-Unis n'est que de 35mds USD. Troisième « bombe atomique » possible : que les autorités chinoises cherchent des noises aux entreprises américaines sur leur sol, par exemple sous forme de guérilla fiscale ou administrative, dont les ressources sont infinies. Il est attesté que les *lobbies* des grandes entreprises américaines concernées par la Chine d'une façon ou d'une autre font le siège permanent de la maison Blanche, en espérant calmer les foudres de Donald Trump. Le multilatéralisme a du plomb dans l'aile. Le démantèlement de l'Organisation Mondiale du Commerce est en effet en marche car, dans six mois, l'Office de Règlement des Différends (« tribunal » de l'OMC) aura cessé d'exister par suite du refus de Donald Trump d'entériner le processus de nomination de ses nouveaux magistrats.

La négociation entre les Etats-Unis et la Chine va se poursuivre, sans doute quelques mois encore. Quelle en sera la suite ?

. Scénario 1 : un grand accord modifiant sur le fond les « règles du jeu » des rapports entre la Chine et le reste du monde – car nous sommes également concernés – gravé dans le marbre et, surtout, respecté de part et d'autre ?

. Scénario 2 : un grand roulement de tambour qui place tout le monde dans une incertitude durable, à laquelle les entreprises de tout poil sont violemment allergiques, mais qui se terminerait sans mutations majeures, tel l'accord avec le Canada et le Mexique, où la montagne a accouché d'une souris ?

. Il est fort possible qu'il y ait un scénario 3 : une « guerre » larvée permanente qui n'en finit pas, extrêmement inconfortable, dans laquelle Donald Trump se complaira, parce que c'est son écosystème à lui. Sauf si le champion démocrate, survivant d'un âpre marathon de sélection parmi les quelque 24 candidats actuels, emporte la mise en novembre 2020. Résultat du tir dans seize mois.

Jacques Gravereau, Personnalité experte associée, CCE France

Secteur

La Chine déploie son énergie à l'international

L'indépendance énergétique et la sécurisation des sources de combustibles ont toujours figuré parmi les principales composantes de la stratégie chinoise.

L'abondance de ses ressources en charbon (réserves estimées par le ministère des mines en 2017 à 1 598MdT mais le chiffre des réserves prouvées tourne plutôt autour de 114MdT) et son vaste potentiel hydraulique (660 GW équipé à 37%) ont permis à la Chine jusqu'en 1997 d'atteindre le premier de ces objectifs mais le développement rapide de son économie et donc de ses besoins en énergie l'ont rapidement conduite à importer des quantités croissantes d'hydrocarbures en vue de compléter sa production domestique de pétrole et de gaz, posant ainsi le problème de la sécurisation et de la pérennité de ces sources extérieures d'énergie.

En 2015, la Chine était encore globalement autosuffisante à 84% toutes sources confondues, mais la pollution causée par le charbon – en particulier en Chine du Nord l'hiver – l'a poussée à signer les accords de la COP 21 à Paris en septembre 2016 qui la contraignent à restreindre fortement la composante charbon de son mix énergétique au bénéfice du gaz et des énergies renouvelables.

Le 13^e plan pour le développement énergétique publié en 2016 par la NDRC et la National Energy Administration prévoit que la puissance électrique installée totale doit être portée en 2020 à 2.000 GW et la production totale d'énergie primaire à 2,8md TEP.

La NDRC annonce un pic de consommation énergétique chinoise de 4,06mds TEP (1TEP=1.43 TEC) en 2040 (3,5mds en 2020)

Les soutiens massifs apportés aux secteurs hydraulique, éolien et solaire et le vaste marché qui s'ouvre pour eux font émerger des champions mondiaux dans ces domaines. Enfin, la détérioration des relations entre la Chine voulant s'affirmer de Xi Jinping et les Etats Unis piqués au vif de Donald Trump nécessite la sécurisation des sources et des voies d'acheminement vulnérables des quantités croissantes de pétrole et surtout de gaz. La Belt & Road Initiative (BRI) est la réponse apportée par Xi Jinping à ces divers impératifs.

Les énergies non fossiles représentaient en 2018 14,3% du mix énergétique avec un objectif de 15% en 2020. La part du gaz qui était de 5,9% en 2015 doit atteindre 10% en 2020 selon le 13^e plan et 15% en 2030. Avec 109mds m3 extraits en 2018 (en croissance de 5,9%), CNPC (Petrochina) produit 70% du gaz domestique. La part du gaz de schiste à 4,27mds m3 croît annuellement de 40%.

Selon l'institut de recherche de CNPC, la demande de pétrole atteindra son pic en 2030 avec 690m T (équivalent à 13,8m Barils/jour). La production domestique de brut devrait se maintenir autour de 200m T jusqu'en 2030 avant de décroître (réserves : 26md Barils). La production de gaz naturel devrait croître régulièrement pour atteindre 380md m3 en 2050 (réserves domestiques estimées par BP Statistical Review à 5 500mds m3). Les réserves actuellement technologiquement accessibles de méthane de houille sont de 334mds m3 (dans le Shanxi) et de 31 500mds m3 pour le gaz de schiste.

Le réseau d'oléoducs et de gazoducs nécessaire à la distribution de ces produits sera développé pour atteindre 123 000km en 2025.

Le potentiel domestique de développement des énergies renouvelables est substantiel : 5 000 GW pour l'éolien avec les techniques actuelles (hauteur de 70m) avec une production en 2018 de 146 GW et jusqu'à 40 000 GW estimés pour le solaire terrestre (production de 153 GW en 2018).

A partir de cette base domestique solide en transformation, les acteurs chinois du secteur de l'énergie, pour la plupart étatiques, se sont lancés avec l'appui de leurs autorités et institutions financières dans des politiques d'expansion internationale passant par des acquisitions, investissements greenfield, accord de coopération ou exportation d'équipements ou de savoir-faire recouvrant tous les aspects du secteur (extraction, transport, transformation, production et transport d'électricité)

Depuis 2001, d'après les chiffres de la CDB et de l'Eximbank, la Chine a investi environ 128mds USD dans des projets énergétiques dans les pays faisant maintenant partie de la BRI. Le Boston University Global Development Policy Center estime ces investissements à 19,9mds USD en 2016 et 14,3mds en 2017 en raison des restrictions affectant les flux sortants suite aux excès de certains groupes.

Dans la période allant de 1996 à 2016, le secteur de l'énergie a absorbé 25% des IDE chinois greenfield mais seulement 4,82% des IDE Fusions et Acquisitions.

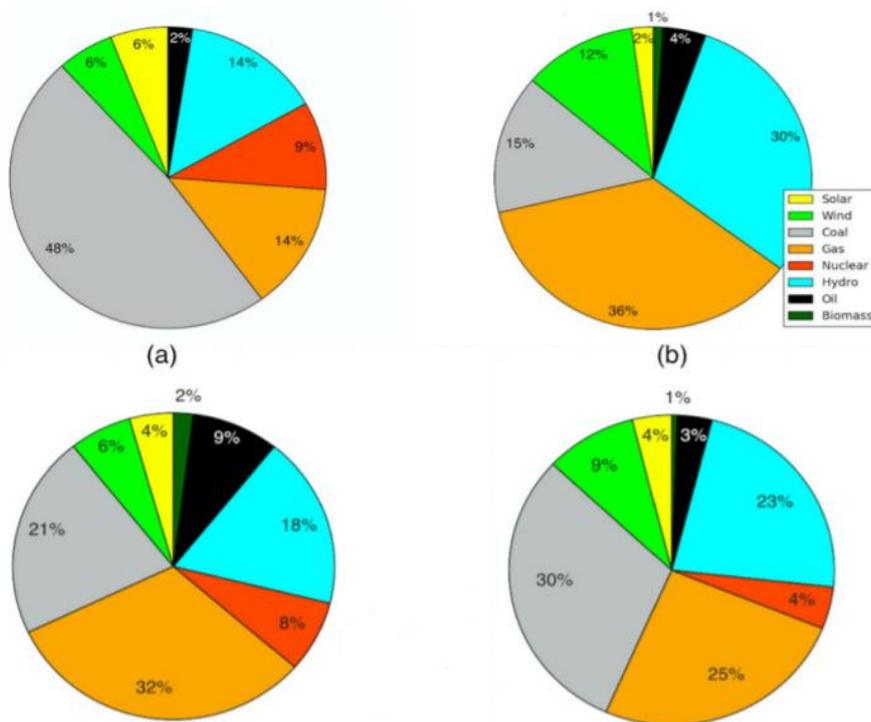


Tableau 1 : Mix technologique de la génération d'électricité : (a) investissement sortant greenfield chinois (b) investissement sortant fusion-acquisition chinois (c) investissements sortant chinois totaux (d) total investissements globaux excluant les investissements domestiques Chinois (en 2016 base GW installés)

GCI@GDPCenter Pardee School of Global Studies/Boston University

Déjà avant la crise de 2008, la Chine avait procédé à des acquisitions, en particulier dans le secteur pétrolier en Afrique et en Asie Centrale. Depuis 2016, les investissements dans les centrales au charbon se sont multipliés. Plus récemment, la priorité semble se tourner vers le secteur gazier et les nouvelles énergies, pour répondre à l'accroissement de la demande globale d'électricité de 30% d'ici 2040. D'après l'Agence Internationale de l'Energie, la Chine représente déjà plus du tiers des investissements mondiaux éoliens et solaires et 40% de ceux du secteur des véhicules électriques. La volonté affichée est de devenir rapidement le leader mondial incontesté de ces technologies. Pour l'ensemble du secteur, dans la période 2010-2016, la Chine occupe la quatrième place avec un montant d'IDE énergétiques de 355mds USD, après les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne. En termes de Fusions et Acquisitions, ses investissements se concentrent en amont de la filière, pour 65% dans l'extraction (cf. l'achat du canadien Nexen pour 18.2md USD par CNOOC en 2012), pour 33% dans la génération d'électricité (achat par 3 Gorges de 4,8 GW de génération hydraulique au Brésil pour 3,7mds USD en 2015) et 20% dans les infrastructures de transmission et de distribution (achat par State Grid d'un réseau de distribution de gaz en Italie pour 2,8md USD en 2014). Les projets greenfield se concentrent sur la génération électrique et la transmission, essentiellement en Asie et en Afrique (Pakistan, Malaisie, Mozambique...)

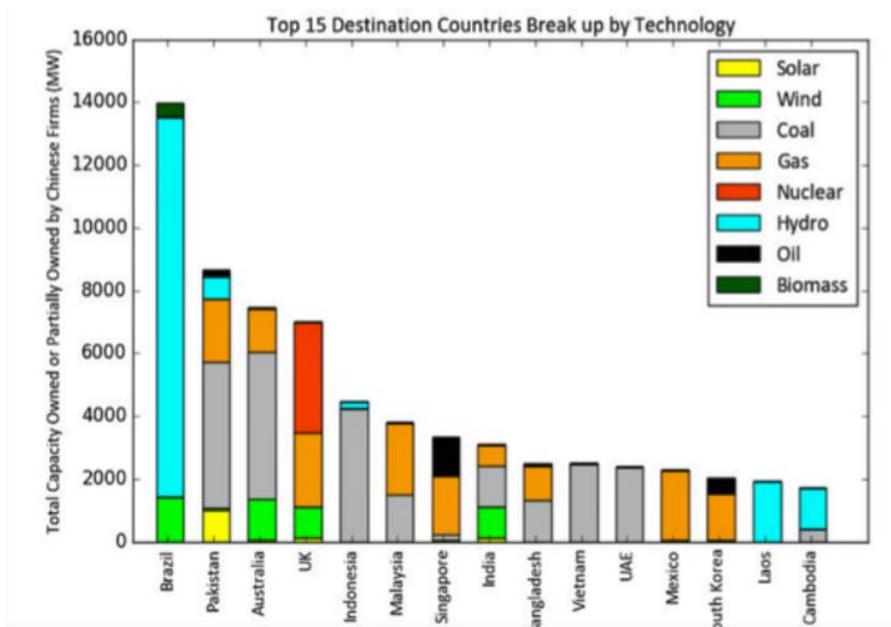


Tableau 2 : Pays de destination des investissements chinois dans la génération électrique par technologie / capacité installée (MW) - GCI@GDPCenter Pardee School of Global Studies/Boston University

En 2016, la capacité de production électrique possédée par la Chine hors les murs était de 81GW soit 5% de sa capacité de génération domestique ou 1,2% de la capacité globale.

Alors que la part chinoise des IDE énergétiques mondiaux n'était en 2003 que de 2,3% (contre 26% pour les Etats-Unis USA) ils ont été multipliés par 4 en 2016 pour atteindre 11,3% du total.

La très grande majorité des investisseurs chinois du secteur sont des groupes étatiques.

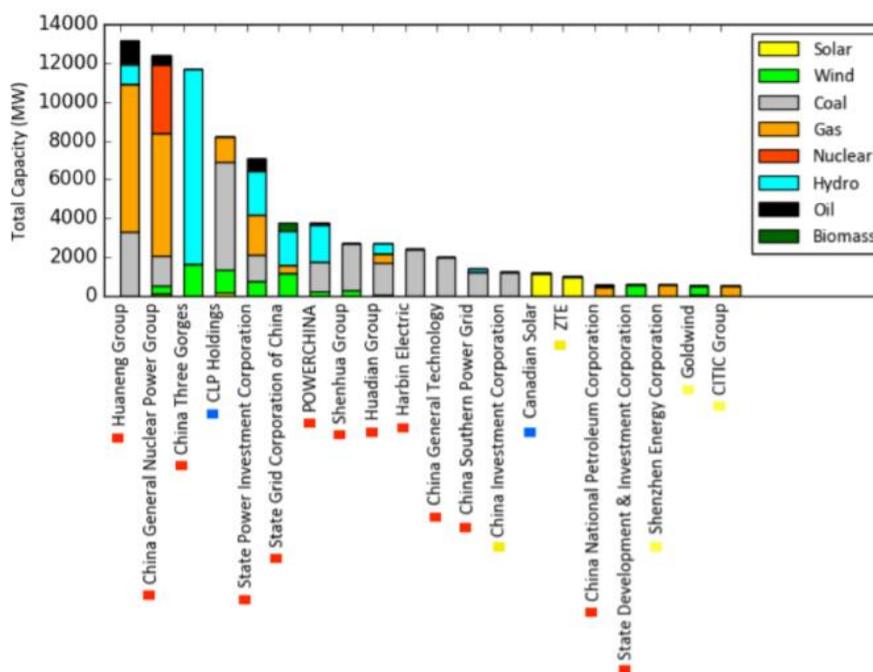


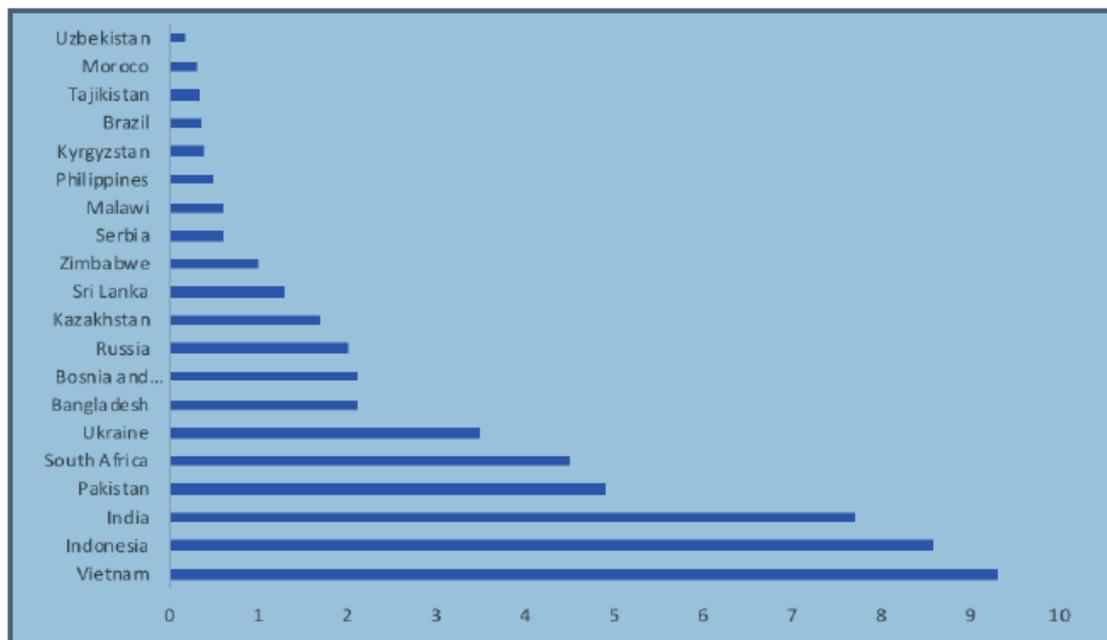
Tableau 3 : Principaux acteurs des FDI Chinois dans la génération électrique (SOE centrales en rouge, autres SOE en jaune et non étatiques en bleu) - GCI@GDPCenter Pardee School of Global Studies/Boston University

Le charbon : une politique énerg-éthiquement contestable

En 2018, la part du charbon, en diminution de 1,4% en 2017, était encore de 59% du total, lui-même en croissance de 3,3% à 4,64mds TEC. D'après l'institut de recherche de CNPC, la part des sources d'énergie primaire propre devrait dépasser celle du charbon en 2030 et représenter plus de 50% du total en 2045. En 2050, le charbon, les hydrocarbures et les énergies non fossiles devraient chacun représenter un tiers du mix énergétique primaire chinois. Le taux de couverture énergétique domestique doit se maintenir autour de 80%.

Cette reconversion à marche forcée implique tout d'abord une restructuration du secteur charbonnier (mines, transport, centrales et équipements) dont le poids économique et l'influence politique ont toujours été considérables. D'où l'idée d'exporter les surcapacités en finançant des projets dans les pays tiers et par ailleurs de développer des techniques permettant la verdisation du secteur charbonnier restant

La Chine est fréquemment accusée d'avoir externalisé sa pollution en finançant la construction de nombreuses stations thermiques au charbon dans le monde entier. Selon le Global Environment Institute, la Chine a financé 240 projets d'une capacité totale de 251 GW dans 65 pays BRI entre 2001 et 2016. Une étude récente de l'Institute for Energy Economics américain indique que la Chine finance le quart de tous les projets thermiques charbonniers actuellement en développement. Elle aurait engagé ou proposé 36mds USD de financement dans 27 pays dont 23% sont des projets sub-critiques très polluants de moins de 600 MW (tracker de endcoal.org). Entre 2002 et 2018, les sommes annuelles moyennes investies par la Chine dans des projets de centrales au charbon à l'étranger ont été de 3mds USD avec un pic en 2015 à 7,4mds USD et encore 3,8mds USD en 2018. Une vingtaine de pays (essentiellement BRI) ont bénéficié de ces financements avec une concentration sur le Vietnam, l'Indonésie, le Pakistan et l'Afrique du Sud. Les pays d'Asie proche représentent 71% de ces financements.



Source: (Gallagher 2018)

Tableau 4 : Financement par la Chine de stations thermiques au charbon par pays (2002/2018 Md USD)

Parallèlement, le bureau national des statistiques chinois annonce une diminution de 1,2% de la consommation chinoise de charbon entre 2013 et 2017, représentant 380m T grâce à la fermeture de 76 GW de capacité pendant le 11^e plan, de 28 GW pendant le 12^e plan et 20 GW supplémentaires prévus d'ici 2030 selon la NDRC.

Concomitamment, la production de charbon doit décroître de 1,719m T en 2016 à 1,390m T en 2050, et la NDRC prévoit pendant chaque année du 13^e plan la fermeture de 800mT de capacité obsolète et l'addition de 500m T de capacité « moderne ».

La plupart des financements proviennent soit de la CDB, soit de l'Eximbank ainsi que des quatre banques commerciales étatiques et sont liés soit à des prises de participations par des sociétés chinoises comme Huaneng ou Harbin qui auraient investi un total de 35md USD tant en greenfield qu'en Fusion/Acquisition pour une puissance de 23,4 GW, soit à des exportations de matériels chinois (64% pour CDB et 81% pour Exim d'après Gallagher 2018.) Ceci a permis aux sociétés chinoises de construction, d'ingénierie et de matériels de réduire leurs surcapacités et d'affirmer leur rôle de leaders mondiaux du secteur. La même source indique cependant que 58% des nouvelles stations financées par la Chine sont dotées d'équipements supercritiques réduisant la pollution et augmentant le rendement (contre 44% seulement pour les centrales financées par les autres pays.)

La concentration du secteur a donné naissance à un champion mondial nommé China Energy Investment Corporation, fruit de la fusion du premier producteur de charbon Shenhua et de China Guodian, l'un des 5 fournisseur étatique d'électricité. Avec des actifs de 271md USD, il se situe au 4^e rang des groupes énergétiques chinois après CNPC (premier fournisseur de pétrole et de gaz), CPCC le premier raffineur du monde et State Grid Corp of China le géant national de la distribution électrique.

Hydrocarbures : Jia you ! Jia you ! *: Plein Gaz !

(* traduction littérale : "plus d'essence" expression utilisée pour encourager son équipe dans une compétition : Mets les gaz !)

La Chine est devenue au fil des années le premier importateur de brut et de gaz du monde avec 440m T (+11%) de brut et 125m T (+32%) en 2018. Selon l'institut de recherche de CNPC, la dépendance de la Chine aux importations est de 69,8% pour le brut et 45,3% pour le gaz. En dépit des efforts pour booster la production nationale qui, avec 200m T (dont 70m T offshore de CNOOC) en 2018, s'est accrue début 2019 de 1,34% pour le brut et de 8,34% pour le gaz, elle devrait continuer à augmenter ses importations avant d'atteindre un pic en 2038 à 461m T pour le brut. Les importations de gaz naturel s'accroissent encore plus rapidement pour se substituer aux diminutions du charbon. Elles ont atteint 59m TEP en 2016 et devraient atteindre 376m TEP en 2050.

D'où l'importance de sécuriser ces approvisionnements dont une part importante transite par des zones très vulnérables stratégiquement tels les détroits d'Ormuz et de Malacca et la Mer de Chine du Sud.

Ces importations d'hydrocarbures proviennent principalement de 5 régions : La Russie et l'Asie Centrale, le Moyen Orient, l'Afrique, l'Amérique et l'Asie-Pacifique. Les importations de GNL provenaient en 2016 pour plus de 50% d'Australie, du Qatar et des Emirats. Sur les 59m TEP importées en 2016, 31m ont été acheminés par 3 gazoducs : au nord-ouest (Turkménistan-Shanghai) au nord-est (Irkoutsk-Pékin) et au sud-ouest (Myanmar-Chengdu). En 2017, le système d'oléoduc/gazoduc Shwe Sino Myanmar (financé conjointement par CDB et Myanmar Foreign Investment Bank) est entre en service dans le cadre de la BRI, permettant d'alimenter la raffinerie d'Anning dans le Yunnan (d'une capacité de 260.000 barils/j et possédée à 30% par Aramco) en pétrole du Golfe. L'importation par des routes sécurisées de ces produits pétroliers a conduit CNPC à investir 2,5mds USD pour la construction du complexe port en eau profonde/ pipelines de Kyaukpyu sur la côte orientale du Myanmar permettant le transport sur 771 km des hydrocarbures de la Baie du Bengale vers le Yunnan, évitant ainsi le détroit de Malacca par lequel transitaient 80% des approvisionnements de la Chine. La même année, un gazoduc reliant le sud du Kazakhstan à la Chine est entré en service et en 2018, le doublement du East Siberia-Pacific Ocean Pipeline a permis de porter à 30m TEP le volume de brut acheminé de Mohe en Russie à Daqing dans le Heilongjiang (NEAC), permettant à la Russie de devenir le premier fournisseur de la Chine en brut. La Chine négocie également la possibilité de construire une extension du Pakistan à la Chine du gazoduc TAPI qui devrait entrer en service en 2021 et relier le Turkménistan à l'Inde via l'Afghanistan et le Pakistan avec une capacité de 33mds m3/an

Pour le gaz, la Russie va également livrer des volumes importants dès fin 2019 avec la mise en service du gazoduc Power of Siberia reliant le champ de Yakoutsk à Vladivostok et Vladivostok à la Chine dans le cadre du contrat de fourniture de 30 ans signé en 2014 pour un montant de 400mds USD.

CNPC a également investi 20% du méga projet russe (30md USD) arctique de Gazprom a Yamal (avec le Silk Road Fund pour 9,9%) et reçu à Rudong dans le Jiangsu les premières expéditions de GNL en 23 jours depuis l'unité de Kara Sea au nord de la Sibérie via le détroit de Behring. Pour ce faire, la Chine a construit une flotte de méthaniers brise-glace exploitée par COFCO et SOVCOMFLOT qui livreront également le GNL de Yamal en Europe du Nord et au Japon. Un méthanier géant de 270.000 m3 est en développement par Hudong Zhonghua shipbuilding en association avec le norvégien DNV GL.

CNPC et CNOOC ont également conclu un accord pour participer à hauteur de 20% au projet de Novatek ARCTIC LNG2 dont les réserves sont encore plus importantes que celles de Yamal et qui devrait livrer à la Chine un minimum de 3m T/an sur les 16.5m T produites. Les mêmes partenaires ont également formé une JV pour distribuer le gaz arctique aux consommateurs chinois.

Petrochina a également investi dans un projet de LNG en Colombie britannique alors que CNPC a annoncé le rachat de la part de Total dans le gisement de gaz de South Pars en Iran à la suite des sanctions américaines.

Les pays du Golfe qui fournissent environ 50% du brut ont également été l'objet dans le cadre de la BRI de nombreux accords et investissements :

- Partenariat stratégique BRI avec le Qatar en 2014, accord d'achat par Petrochina à Qatargas de 3,4m T de GNL par an sur 22 ans,
- Etablissement d'un comité conjoint BRI avec l'Arabie Saoudite en 2016,
- Accord en 2018 de Zhenhua Oil avec Abu Dhabi National Oil Corp et les Emirats, lui donnant une participation de 10% dans deux principaux champs d'ADNOC et accès à 4m T/an de brut produit par la concession pendant 40 ans.

Dans le cadre de ces accords étatiques, de nombreuses coopérations se sont développées : CNOOC, Huajian Chemicals, China Oil et même la compagnie privée Hengli avec Aramco pour la fourniture et le raffinage du brut saoudien, prise de participation de 5% dans Aramco par CNPC, et en juillet 2018 signature d'un contrat d'études sismiques onshore et offshore de 1,6md USD par Abu Dhabi avec CNPC.

- Création en 2016 de la JV Yanbu Aramco Sinopec Refining Co entre Sinopec et Aramco avec un capital initial de 10md USD pour la construction par Sinopec d'une raffinerie de 400.000 barils/j sur le port pétrolier saoudien de Yanbu. Par ailleurs NORINCO a signé en 2017 un contrat avec Aramco en vue de la construction d'unités de raffinage et d'éthylène d'une capacité de 1m T et d'un coût de 10mds USD.
- Sinopec et Saudi Basic Industries corp construisent également des complexes pétrochimiques en Arabie et en Chine et développent leur JV : Sinopec-Sabic Tianjin Petrochemical Co.
- Le même Sinopec a obtenu un contrat de 519m USD de Koweït New Refinery Project (KNRP) pour construire une capacité de raffinage additionnelle de 31m T/an dans l'émirat.
- Construction du port pétrolier et du hub multimodal de Duqm à Oman par plusieurs sociétés chinoises avec financement de 300m USD de l'AiIB ainsi que d'une raffinerie de 235 000 T, une usine greenfield de méthanol et un complexe Methanol a Olefines d'une capacité de 10m T/an et d'un coût de 2,3mds USD financé par Mingyuan Holdings.

La construction et la prise en concession pour 43 ans du port de Gwadar au Pakistan répond au même besoin et permettra l'acheminement des produits du Golfe par pipe-line jusqu'à Kashgar dans le Xinjiang.

La Chine est devenue depuis le début du siècle un acteur international important du secteur, tant dans l'extraction que dans le transport et le raffinage des hydrocarbures.

Des 2003, CNPC (Petrochina) investissait déjà 1,8md USD en Afrique et a récemment investi 4 mds USD dans un projet de pipe-line de 1600 km au Mozambique. Ils procèdent à la construction ou à la modernisation de nombreuses raffineries dans les pays BRI (par exemple raffinerie de Shymkent au Kazakhstan)

Une restructuration du secteur devrait intervenir fin 2019 avec la création d'une nouvelle société étatique à laquelle serait confiée la gestion de tout le réseau d'approvisionnement par pipe-line.

Les géants existants du secteur devront ainsi se concentrer sur l'exploration et la mise en exploitation de nouveaux gisements, grâce aux progrès techniques réalisés en particulier par CNPC concernant l'huile de schiste du bassin de Bohai (50 000 T prévus en 2019 et 500 000T/an à partir de 2025) et le gaz de schiste de Fuling dans le Sichuan (6mds m3 produits en 2018, en accroissement de 40%, et objectif de production de 30mds m3 en 2020 et de 42mds m3 pour 2030

avec la mise en production de plus de 3000 forages et un investissement total de CNPC et de Sinopec à ce jour de 6md USD). Les réserves exploitables de la Chine en huile de schiste ont été estimées par l'International Energy Agency à 4500mT. Les difficultés techniques sont cependant importantes et le manque d'eau a conduit la Chine à mettre au point une technique de fracturation sèche d'extraction exothermique non hydraulique.

Pour CNOOC, les énormes réserves de gaz en eaux profondes ont nécessité la mise au point de techniques de forage à travers la roche dure à très hautes températures (249°C) et pression (125k T/m²). Cette expertise est maintenant utilisée par CNOOC dans 8 champs HTHP dans le golfe du Mexique, 7 en mer du Nord et 18 en Irak. Les revenus directs générés en mer de Chine du Sud depuis 7 ans se sont élevés à 3,4md USD et les retombées indirectes à plus de 500m USD. Les deux zones d'exploration couvrant 64 000 km² devraient permettre à CNOOC de faire passer sa production domestique de 1,3m barils/j à 2m barils/j. La US Energy Information Agency estime à 5320mdm³ de gaz naturel et 1500mT d'huile les réserves prouvées et probables en mer de Chine du Sud, (10 fois plus selon Xinhua) ce qui explique sans doute également l'importance stratégique de cette zone maritime contestée. CNOOC produit déjà 37% de son gaz à l'étranger.

La Chine avait acheté 15% des exportations de GNL des Etats-Unis en 2017 et un accord devait être signé entre Sinopec et Alaska Gasline, donnant au groupe chinois l'accès à 75% de la production du projet gazier de 43md USD. Cependant, la détérioration des relations Chine Etats-Unis et leur guerre commerciale ont mis un frein à tous ces projets ainsi qu'à l'accord de fourniture sur 25 ans entre Petrochina et Cheniere Energy signé en 2018 reste lettre morte depuis l'imposition par la Chine de droits de douanes de 10% (puis de 25% depuis le 1^{er} juin 2019) sur le gaz américain.

Pour importer ce GNL, la Chine a construit 21 terminaux dispersés dans le pays d'une capacité globale de 80m T.

Les principaux fournisseurs restent pour l'instant l'Australie et le Qatar. La Chine est le premier importateur de GNL avec 53m T en 2018 ce qui représente 60% de ses importations totales de gaz lesquelles couvrent 27% de ses besoins gaziers totaux actuellement de 63m T et devant croître à 82m T en 2025.

En Amérique Latine, la CDB a dès 2014 ouvert un crédit de plus de 30mds USD au Venezuela, censé financer la modernisation de son secteur pétrolier avec en gage la production de brut. La déliquescence du pays a depuis rendu improbables le remboursement des prêts et les livraisons de produits.

Au Brésil CNPC a également pris 20% d'une JV avec Petrobras pour mettre en service la raffinerie de Comperj d'un coût de 16md USD et développer le champ offshore de Marli. Comperj avait déjà reçu en 2016 un prêt de 10mds USD de la CDB.

CNPC a également acquis 30% du négociant brésilien de produits pétroliers TT Works qui dispose de 13 dépôts desservant 2200 stations d'essence dans le pays.

L'eau

Le géant de l'hydraulique Three Gorges Group (constructeur et opérateur du plus grand barrage du monde) et Power Construction Corp of China (Powerchina/Sinohydro), premier designer et constructeur de barrage du pays et sans doute du monde, ont plus de 1400 projets dans 57 pays pour la plupart partenaires de la BRI. La valeur des contrats est de 600mds USD. Les 350 projets en construction se montent à 47md USD. Ils ont acquis deux centrales hydrauliques au Brésil d'une capacité de 4,8GW pour un coût de 3,7mds USD en 2015. Les investisseurs chinois contrôlent environ 10% des actifs produisant de l'électricité au Brésil.

Sinohydro réalise plus de la moitié de ses profits à l'étranger, et sa part du marché global est estimée à 50%. La centrale hydraulique de Karot au Pakistan est l'un de ses projets emblématiques avec une capacité installée de 720 MW et un cout de 2md USD financé par la Chine sur une base BOT de 30 ans, elle devrait produire à partir de 2021 10% de l'électricité hydraulique du Pakistan soit 3 200 GW/h.

D'autres sociétés chinoises s'intéressent à l'hydraulique hors les murs tels China Railways 20 pour le barrage de Sounda (600 MW) au Congo Brazzaville.

Le vent

Three Gorges Group s'est diversifié dans l'éolien avec plusieurs projets éoliens offshore dans le Fujian, le Jiangsu, le Liaoning et le Guangdong. Après avoir offert sans succès 10mds USD pour racheter Energias de Portugal, il a signé un partenariat stratégique avec ce dernier en 2011 pour développer en commun divers projets dans des pays tiers, tel le parc offshore de 950 MW de Moray en Ecosse. Powerchina est aussi active dans l'éolien onshore avec le parc de 102 turbines d'Adamall en Ethiopie mis en service en 2015 (153 GW) d'un coût de 345m USD financés à 85% par Eximbank. La société fournit également des études et de la formation gratuites aux pays de la BRI. Du côté des fabricants, la plus grosse acquisition est celle de 70% de Vensys Energy en 2008 par Xinjiang Goldwind pour 60m USD, offrant à Goldwind une porte d'entrée sur le marché européen.

L'éolien est devenu en Chine la troisième source d'énergie électrique après le charbon et l'hydraulique. La capacité domestique installée doit s'accroître de 70 à 140 GW chaque année d'après le rapport du China Renewable Energy Engineering Institute. La puissance installée offshore doit passer de 5 GW en 2015 à 30 GW en 2020. De grands acteurs mondiaux sont en train d'émerger.

Shenhua Renewables, filiale du géant du charbon et de l'énergie du même nom, a racheté 75% des fermes éoliennes développées par le groupe grec Copelouzot et prévoit d'investir 3,5mds USD en Grèce dans le secteur.

Le champion du nucléaire CGN a également créé une filiale, CGN Renewable, et racheté ou construit en quatre ans des parcs éoliens dans de nombreux pays européens ainsi que 75% du plus grand projet européen onshore : Sweden North Pole Wind power Project. Il construit en ce moment pour un coût de 1.15md USD le plus grand projet offshore du pays d'une puissance de 400MW qui devrait produire annuellement 1470 GW/h à partir de 2020 dans la province du Guangdong. C'est le troisième projet que construit le groupe après le parc de Rudong dans le Jiangsu et celui de Pingtan dans le Fujian. CNOOC a également décidé en 2019 de revenir dans l'éolien offshore.

Le soleil

Dans le secteur de l'énergie solaire, la Chine a acquis très tôt une position dominante pour les technologies photovoltaïques (PV).

En 2018, les exportations de produits PV ont atteint 16,11 mds USD représentant une capacité de 41 GW, en croissance de 30% sur l'année précédente, en partie en raison de la levée le 31 août des restrictions de l'Union Européenne qui visaient les produits chinois depuis 5 ans. Plus de 20 fabricants chinois ont également établi des unités de production à l'étranger par le biais de JV ou d'acquisitions en particulier au Vietnam, en Thaïlande et en Malaisie (Comtech Solar pour 372m USD).

L'Agence Internationale de l'Energie prévoit que la capacité globale de PV installée atteindra 1 721GW en 2030 et 4670GW en 2050, ce qui représente des installations annuelles de 101 GW entre 2018 et 2030 puis de 402 GW entre 2030 et 2050.

Les fabricants chinois ont donc décidé de surfer sur la vague en investissant dans la R&D pour accroître leur avance en particulier avec la technologie PERC des batteries, permettant d'atteindre des rendements supérieurs à 20% et de faire chuter les coûts de 94% en 10 ans. Ces coûts devraient encore baisser avec la mise au point de cellules organiques (carbone et plastique) qui pourraient remplacer à terme le silicium et offrir des avantages de flexibilité, de légèreté et potentiellement un rendement de 25%.

L'année 2019 a vu au premier trimestre un bond des exportations de modules et de cellules PV avec une puissance de 15 GW soit 70% de croissance annuelle.

Dans la génération solaire, le plus gros investissement greenfield est celui de Zonergy au Pakistan pour 1,5md USD d'une capacité de 1000 MW

Hanergy met en service dès 2019 les premières centrales d'un programme d'équipement solaire des régions minières de la République Démocratique du Congo – de 400MW dans un premier stade – qui devrait permettre à ce pays de porter son taux d'équipement électrique de 20% à 65% d'ici 2025.

La Chine investit également dans les technologies de stockage de l'énergie et dans les centrales thermiques solaires à sel fondu dont les premières pilotes sont celle de CNG New Energy à Delinghe (50MW) et celle de Shouhang de 100 MW, construite en coopération avec EDF et qui fonctionne en continu 24h sur 24 à Dunhuang depuis mars 2019.

Le programme pilote de CSP (Concentrated Solar Power) a donné lieu à une concurrence féroce entre les sociétés chinoises et à la réalisation par la Chine de plus de la moitié des 1,6 GW en construction ou en production en 2018 dans le monde.

Le premier projet de CSP chinois à l'étranger est la centrale de DEWA construite par Shanghai Electric en JV avec ACWA Power à Dubai. Elle comprend 600 MW parabolique et 100 MW de stockage pendant 15 heures dans une tour, et produit de l'électricité au prix de 7,3 UScent/KWh. D'autres projets sont en cours en Afrique du Sud (0,55GW) au Maroc (0,4GW), au Chili (0,4GW), ce qui devrait porter la puissance installée par la Chine à 2,6 GW.

L'Eximbank finance volontiers ces projets, tel celui de Cauchari en Argentine, pour lequel elle a prêté 400m USD à 3% sur 15 ans avec une clause prévoyant 80% de fournitures chinoises.

Une récente étude publiée dans la revue Joule ([https://www.cell.com/joule/fulltext/S2542-4351\(19\)30275-2?returnURL=https%3A%2F%2Flinkinghub.elsevier.com%2Fretrieve%2Fpii%2FS2542435119302752%3Fshowall%3Dtrue](https://www.cell.com/joule/fulltext/S2542-4351(19)30275-2?returnURL=https%3A%2F%2Flinkinghub.elsevier.com%2Fretrieve%2Fpii%2FS2542435119302752%3Fshowall%3Dtrue)) estime à 448PW/h la capacité solaire annuelle potentielle des pays de la BRI ; 3,7% suffiraient à couvrir les besoins électriques de la zone en 2030. Ceci impliquerait la mise en place de 7,8TW au coût de 11.200md USD sur une superficie de 88.000km². Un réseau de transmission intelligent à ultra haute tension serait nécessaire – tel celui que construit la Chine (voir notre lettre n° 17) – car 30% du potentiel solaire sont situés dans des pays consommant 70% du total.

La lune ?!

Un projet d'avant-garde prend forme à Chongqing où une station thermique spatiale va entrer en test entre 2020 et 2025 avec une série de petits et moyens satellites stratosphériques, puis avec des stations spatiales de tailles MW avant d'envoyer des stations de niveau GW vers 2050.

Toujours dans le Sichuan, à Chengdu, un tokamak HL-2M en construction par CNNC permettra de produire du plasma à



La centrale à plasma HL-2M de CNNC à Chengdu

200m °C (celui d'ITER est prévu pour 150m °C) et de le contenir en créant un champ magnétique qui fait passer des courants de 3m Amp dans une bobine de cuivre de 90T. Une série d'essais est prévue à partir de 2021, qui devrait déboucher sur un prototype industriel de réacteur à fusion en 2035 et sur un lancement à grande échelle en 2050. Ce nouveau centre poursuit le projet entrepris à Hefei par l'Institute of Plasma Physics en coopération avec trois centres de recherche américains sur la fusion : Livermore, General Atomic et Princeton, laquelle pourrait être remise en cause en raison du climat.

Le stockage d'énergie est en croissance exponentielle avec une capacité totale de 485 MW en 2018 sous l'effet de l'explosion de la demande liée à l'extension et à la

modernisation du réseau, aux véhicules électriques et à la chute des prix des batteries secteur pour lequel la compétitivité chinoise augmente rapidement (voir ci-dessous l'article sur CATL du Comité France-Chine).

Signalons enfin l'accent mis tout récemment par la Chine sur la filière de l'hydrogène qui devrait voir circuler, d'ici 2030, un million de véhicules à hydrogène, soit la taille du parc électrique actuel pour lequel la Chine vient de couper les subventions. Les investissements chinois dans les technologies de pile à combustible dépassent 10md USD. Dès 2020, il est prévu d'introduire 20.000 bus propres par an dans les transports en commun. Air Liquide s'est associé à Chengdu Huaqi Houpu en vue de mettre en place un réseau de stations de rechargement d'hydrogène. Sinopec qui dispose du plus grand réseau de stations-services met également en place des stations à Hydrogène et investit dans la recherche ainsi que China Energy qui est le principal convertisseur de charbon en hydrogène. Great Wall Motors, Chery et BYD sont les plus en pointe parmi les grands constructeurs automobiles. Ce dernier collabore avec la société US Hybrid Corp pour mettre sur le marché un bus à hydrogène. Plastic Omnium ouvre par ailleurs un centre de R&D en Chine dans ce domaine.

De nombreux nouveaux entrants dont la R&D est fortement subventionnée font partie de l'Hydrogen Council qui met au point les normes et la stratégie de développement du secteur que Li Keqiang a mentionné comme prioritaire dans son discours au dernier congrès.

Le transport d'électricité et les réseaux intelligents ont été abordés dans l'article de Bertrand de la Noue (lettre de CHM n°17) ; le nucléaire (dont la part dans le mix total chinois devrait se maintenir entre 7 et 8% d'ici 2050) par Hervé Machenaud dans la lettre de CHM n° 26 et les véhicules électriques par Thierry Berger dans la lettre n°16. Nous ne reviendrons donc pas sur ces sujets également importants dans la stratégie énergétique chinoise.

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong-Kong

Les groupes chinois mondialisés

CATL, l'émergence d'un champion mondial de la batterie électrique

CONTEMPORARY AMPEREX TECHNOLOGY CO. LIMITED (CATL) a été créé en 2011 à Ningde, ville côtière de la province du Fujian, au sud-ouest de la Chine. CATL, société technologique se spécialise en recherche, développement, production et vente de batteries pour les véhicules électriques et les systèmes de stockage d'énergie. L'entreprise possède actuellement trois sites de production en Chine, deux centres de R&D à Ningde, un à Munich et des bureaux à Hong Kong, en France, aux États-Unis, au Canada et au Japon. CATL fournit des accumulateurs à des constructeurs automobiles renommés tels que SAIC, Geely, ChangAn, DongFeng et à d'autres entreprises émergentes en Chine. CATL développe des coopérations à l'international, notamment avec BMW, Daimler, Hyundai, PSA, Volkswagen et Volvo.



D'un fournisseur de batteries quasi inconnu à une « Super Star » des énergies nouvelles.

Il y a vingt ans, Zeng Yuqun, fondateur et Président actuel de CATL, a co-fondé avec ses amis Liang Shaokang et Chen Tanghua une entreprise dans le domaine de la batterie électrique sous le nom de Amperex Technology Limited à Hong Kong. Cette société a été acquise par le groupe japonais TDK en 2005. En 2009, la publication du « Programme chinois d'ajustement et de dynamisation de l'industrie automobile », a ouvert la voie à l'ère des subventions gouvernementales pour les véhicules à énergies nouvelles et en 2011, le marché des voitures électriques a commencé à prendre forme.

La même année, en raison des restrictions énoncées dans le « Catalogue des investissements étrangers », ATL s'est vu interdire la production de batteries lithium-ion en tant qu'entreprise sous contrôle étranger. En conséquence une entreprise totalement dédiée aux batteries, CATL, a été créée en 2011 autour de l'équipe d'ATL compétente dans ce domaine. En 2014, grâce au contrat d'approvisionnement de batteries signé avec le groupe BMW, CATL est devenue le 1^{er} fournisseur chinois à intégrer cet écosystème international.

Par la suite, la politique de soutien du gouvernement chinois a continué de jouer un rôle clé dans le développement de CATL. En 2015, le secteur des véhicules électriques a été classé par le plan « Made in China 2025 » au rang de domaine stratégique de développement et, en 2016, le « Catalogue des fournisseurs de batteries » a exclu les producteurs japonais et coréens du marché chinois. Cette série de mesures a permis à CATL et à l'industrie de la batterie lithium-ion chinoise, de se développer fortement.

En dépassant PANASONIC et BYD, CATL est devenu le champion mondial des ventes de batteries en 2017, puis a maintenu sa place de leader avec une capacité de production de 21,18 Gw/h l'année suivante. Afin de lever des fonds de 5,46mds CNY avec l'objectif d'un volume de capacité de stockage électrique de 50Gw/h à l'horizon 2020, CATL a été coté en Bourse de Shenzhen en juin 2018. Moins de 10 ans après sa création, la capitalisation boursière de CATL (près de 30mds USD) lui a permis de passer – à la surprise générale – d'un statut de fournisseur de batteries peu connu à celui de « super star » du secteur des nouvelles énergies.

De nouveaux défis suite à la réduction des subventions gouvernementales pour les voitures électriques et la réouverture du marché chinois aux concurrents mondiaux.

Ces dernières années, l'industrie de l'automobile utilisant des énergies nouvelles, subventionnée par le gouvernement chinois, a connu un essor important. En 2016, CATL en tant que fournisseur disposant de technologies de pointe et d'un avantage concurrentiel relativement fort en Chine, a réalisé un taux de croissance de 160,9%. Toutefois en 2018, au gré

de la saturation progressive du marché chinois des voitures électriques, ce taux de croissance a ralenti d'environ 40% et les bénéfices de l'entreprise ont affiché une tendance à la baisse.

En mars 2019, le gouvernement chinois a modifié sa politique de subventions pour les voitures électriques et hybrides, les réduisant de 50% par rapport à 2018. Par ailleurs, les exigences relatives aux véhicules bénéficiant de primes d'achat, sont plus strictes en termes d'autonomie et de consommation d'énergie. D'ici 2020, les subventions seront probablement complètement supprimées.

En juin 2019, la suppression des « Conditions standard de l'industrie des batteries automobiles » va permettre au plus grand marché mondial des véhicules électriques de commencer à s'ouvrir au monde extérieur et à la concurrence des acteurs étrangers. Les sociétés chinoises, japonaises et coréennes dominent le marché mondial actuel des batteries pour les véhicules électriques. Bien que CATL soit le champion en termes de capacité de production, elle n'est pas compétitive en termes de coût et de technologie. Avec cette nouvelle politique gouvernementale chinoise, les sociétés coréennes et japonaises vont relancer leurs activités et investissements en Chine. Parallèlement, les concurrents nationaux tels que BYD, Wanxiang Farasis vont accélérer leur développement.

À l'aube de cette nouvelle ère, CATL, le champion « créé » par les politiques des énergies nouvelles chinoises doit adapter sa stratégie pour devenir plus concurrentiel sur un marché plus ouvert.

Fred Fauvel, Comité France Chine

LA BRI VUE DE BELGRADE

Perspectives de la Route des Balkans de l'Ouest

Petites en taille et peu développées, les économies des pays des Balkans de l'ouest devraient représenter peu d'intérêt pour la Chine. Cependant, de par leur positionnement géographique, l'Albanie, la Bosnie Herzégovine, la République de Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie sont des pièces stratégiques de la Route de la Soie

La Chine participe au développement des infrastructures dans la région à prix raisonnable et ne rencontre que peu de concurrence des acteurs européens pour contrer leur influence politique ou économique, même si l'Europe reste le partenaire privilégié de ces pays pour les échanges commerciaux. L'Union représente 73% du commerce dans les Balkans contre 6% pour la Chine et 60% contre 4% des investissements directs.

Il faut modérer cet écart : d'une part ce chiffre évolue vite, et compte tenu de la taille des économies, il suffit d'une centrale ou d'une autoroute pour le modifier de manière significative, d'autre part il ne prend pas en compte le financement des infrastructures par prêts aux gouvernements. Les moyens mis en œuvre par les Chinois sont très importants.

La « Belt and Road Initiative » est une stratégie à long terme qui a les moyens de ses ambitions et qui est de nature à modifier les équilibres géo-économiques des régions ciblées. Au niveau régional, la Route de la Soie des Balkans est un corridor de transport et de logistique en cours de construction :

- son point de départ est le port du Pirée en Grèce, géré par le groupe chinois COSCO China Shipping, dont la concession est emblématique des projets BRI dans la région. Le port est devenu le 2^e de la méditerranée en volume après un investissement de 3,5mds EUR en 10 ans,
- la carte ci-contre permet de comprendre les enjeux de la route de la soie des Balkans et de son implication potentielle pour les pays européens. Les pays traversés et leurs voisins sont des partenaires privilégiés pour les projets initiés sous l'initiative BRI.



Si les préoccupations européennes majeures pour cette région des Balkans sont la stabilité politique, les problèmes de réfugiés, de migration et de coopération pour lutter contre le terrorisme et les trafics, la Chine identifie quant à elle des axes de coopération économiques très ambitieux.

La route de la soie des Balkans s'inscrit dans un projet plus large, le 16+1 Framework. Le 16+1, qui est devenu en avril 2019 le 17+1 avec la participation de la Grèce, est un projet spécifique sous l'égide de la BRI dont l'objectif est de développer les relations économiques et les échanges commerciaux avec 17 pays d'Europe Centrale et des Balkans : 12 membres de l'Union (Bulgarie, Croatie, Pologne, Roumanie, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie, Estonie, Hongrie, Lituanie, Lettonie et Grèce) et 5 non-membres (Albanie, Bosnie-Herzégovine, République de Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie).

Le Kosovo n'est pas inclus dans la liste pour des raisons diplomatiques évidentes mais il est intégré de fait et bénéficie des investissements chinois comme ses voisins.

Le projet 16+1/17+1 est accompagné par deux fonds d'investissement chinois (China-CEE Cooperation Investment Fund depuis 2013 avec un capital de 500m USD, et Sino-CCE Investment & Cooperation Fund depuis 2016, financé à hauteur de 11mds USD). Les Balkans sont inclus dans ce schéma de financement. La Serbie, qui représente 40% du PNB de la région, a reçu des propositions d'intérêt pour un montant de 2,5mds USD de la part des Chinois. Notons tristement que certains de ces projets (métro, traitement des eaux de Belgrade) était originellement « destinés » à des entreprises françaises.

Comportements symptomatiques des investisseurs chinois

De nombreuses interventions chinoises ne rentrent pas dans la catégorie des investissements en tant que prêts adossés à des projets d'infrastructure. Avec de gros besoins de reconstruction ou de modernisation des infrastructures et ayant des capacités d'emprunt limitées auprès des acteurs de l'UE, les pays des Balkans sont des cibles privilégiées pour la Chine. Certains à l'excès, tel le Monténégro qui a atteint sa capacité d'emprunt maximum pour les cinq prochaines années avec un prêt chinois pour la construction d'une partie d'autoroute côtière.

La construction des routes et la production d'énergie restent prioritaires dans la région, mais des investissements industriels voient déjà le jour dans les villes proches du corridor ferroviaire Le Pirée-Budapest. Une entreprise chinoise, Shandong Linglong Tyre, construit une usine de pneus à Zrenjanin et prévoit d'employer 1.000 personnes. Fait nouveau, les employés seront majoritairement amenés de Chine.

Il est évident que le comportement des autorités locales, préférant un opportunisme pratique à des relations parfois compliqués avec les acteurs européens, favorise une symbiose entre la Chine et ses partenaires dans les Balkans. Même lorsque les dirigeants sont conscients des dangers de la dette, une relation bilatérale sur des projets d'infrastructure dans laquelle le partenaire amène le financement et s'occupe de la réalisation est difficile à concurrencer. La Commission Européenne signale fréquemment le non-respect des règles communautaires dans ces contrats en termes d'appels d'offres et leur manque de transparence, mais certains de ces pays ne sont pas encore en Europe. Le risque reste un endettement trop important qui ralentirait le développement de ces pays.

Contrairement à des idées préconçues, les financements européens pour les infrastructures sont plus importants et moins onéreux que les concours chinois. Ils sont accompagnés de donations et d'assistance technique mais sont liés à des règles inhérentes à la bureaucratie européenne qui les rendent très difficile à mettre en œuvre.

S'assurer que ces projets et leur réalisation respectent les règles européennes, est louable, mais le résultat est une complication qui décourage les autorités des pays concernés qui, pour certains peuvent trouver plus facile de traiter avec les contreparties chinoises pour des intérêts divergeant de l'intérêt public. La menace reste donc que les financements chinois ne fassent pas progresser l'état de droit ou le climat des affaires. Notons que les financements chinois sont réservés aux entreprises chinoises.

Enfin, l'influence chinoise commence à se faire sentir dans les milieux de l'éducation et les secteurs non-économiques : en Serbie, le mandarin sera enseigné dans toutes les écoles secondaires du pays.

L'Europe au balcon des Balkans

Malgré les aspects exposés ci-dessus, les infrastructures développées sont nécessaires et modernisent la région, la préparant à une intégration européenne plus facile. Tous ces efforts aboutissent à une perception positive de l'influence chinoise de la part des populations, lassées du processus d'adhésion à l'Europe qui n'est pas perçu comme très concret.

La stratégie chinoise dans les Balkans est de stabiliser un point d'entrée pour le marché européen. Cela passe par le développement d'infrastructures et le maintien d'une influence politique et sociale grandissante. Elle bénéficie de la rigidité des instances européennes face au gouvernement des pays des Balkans,

La solution au problème est ainsi à Bruxelles. Sans perspective claire sur leur intégration dans l'Union, les pays des Balkans se laissent séduire par la solution chinoise. En restant évasive sur l'élargissement et en rigidifiant les procédures d'intégration, Bruxelles favorise l'émergence à sa porte d'une zone qui sera rapidement sous influence chinoise réelle.

Niolas Herriau, CCE Serbie

ACTUALITÉ DE LA BRI (dernier bimestre)

- Dans un projet concurrent de la BRI chinoise, les gouvernements japonais, indiens et srilankais vont signer un protocole pour développer conjointement le port de Colombo (Nikkei, 20/5)
- Le gouvernement tanzanien remet en question le projet géant d'aménagement du port de Bagamoyo négocié avec China Merchants Holdings en 2013 pour un montant estimé de 10mds USD (Ecofin, 23/5)
- Le conglomérat chinois diversifié East Hope prévoit d'investir 10mds USD sur 15 ans dans la zone industrielle spéciale de Khalifa dans les Emirats Arabes Unis (FT, 27/5)
- Concurrente des lignes transcontinentales chinoises de la BRI, une liaison multimodale Japon-Pologne par Vladivostok est inaugurée (Railfreight, 27/5)
- Lors du dialogue d'Addis Abeba du 30 mai, le chef de mission chinois auprès de l'OUA déclare que 39 pays africains ont déjà signé des documents BRI et incitent les autres à les rejoindre (The Reporter, 1/6)

- Selon un membre du comité central du CPCC, la Chine pourrait construire jusqu'à 30 centrales nucléaires le long des routes de la soie d'ici 2030 (Reuters, 20/6)
- L'Université polytechnique de Harbin annonce la création avec des instituts russes d'un laboratoire commun (comme il en existe déjà 13 dans la BRI) sur la recherche polaire (navires, routes et ressources) (Xinhua, 21/6)
- Le Silk Road Fund acquiert 49% d'ACWA, plateforme saoudienne d'énergie renouvelable qui gère des actifs dans une dizaine d'états d'Afrique et du Moyen-Orient (Argaam, 23/6)
- La Chine ouvre l'ensemble de ses points de contrôle routiers (1200) au système TIR (Railfreight, 25/6)
- Selon deux transitaires, le transport de matières dangereuses par rail entre la Chine et l'Europe devrait être autorisé par le gouvernement chinois au cours du 4^e trimestre 2019 (Railfreight, 25/6)
- Lors du sommet du G20 à Osaka, l'Indonésie demande à la Chine de créer un fonds spécial BRI pour financer les projets qu'elle lui offre à hauteur de 91md USD (Reuters, 3/7)
- Le Belt & Road Africa Fund, au capital de 1md USD, est officiellement lancé lors du forum de Dalian (SRB, 4/7)
- Avec le Bénin, Djibouti et le Rwanda, l'AIB atteint le nombre de 100 membres (Le Figaro, 13/7)

LECTURES CONSEILLÉES

- **At the Dawn of Belt and Road: China in the developing world**, Rapport de Rand Corporation, © 2018 : https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR2273.html
- **Engaging but not endorsing China's Belt and Road Initiative** : Note de recherche de l'Institut néerlandais des relations internationales sur les relations sino-japonaises concernant la BRI, 16 mai 2019 : <https://www.clingendael.org/publication/engaging-not-endorsing-chinas-belt-road-initiative>
- **From Silk Road to Silicon Road : How the BRI will transform the global economy** : Etude de Cebr sponsorisée par le Chartered Institute of Building britannique concernant l'impact de l'initiative sur la croissance potentielle de plusieurs pays, mai 2019 : <https://www.ciob.org/sites/default/files/CIOB-Cebr%20report%20-%20From%20Silk%20Road%20to%20Silicon%20Road.pdf>
- **Navigating the Belt and Road Initiative** : Rapport de l'Asia Policy Society Institute (Etats-Unis) donnant des préconisations pour entreprendre un projet BRI, juin 2019 : <https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwQ1v6yIO7iAhUF6OAKHRjqBYkQFjAAeqQIBBAB&url=https%3A%2F%2Fasiasociety.org%2Fpolicy-institute%2F navigating-belt-and-road-initiative&usq=AOvVaw0bp9yGPqgMIAzdHn80pMkF>
- **Assessing the risks of Chinese Investments in Sub-Saharan African Ports** : Etude du CSIS, juin 2019 : https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwiA7c7rle7iAhXlylUKHYW5AccQFjAAeqQIBRAB&url=https%3A%2F%2Fwww.csis.org%2Fanalysis%2F assessing-risks-chinese-investments-sub-saharan-african-ports&usq=AOvVaw38l8sDj2rul3zZCmdqs_sy
- **Belt and Road Economics. Opportunities and risks of transport corridors** : Rapport de la Banque Mondiale, juin 2019 : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/31878/9781464813924.pdf>
- **The Belt and Road is overhyped, commercially** : Présentation devant le Sénat américain de Derek Scissors, American Enterprise Institute, 12 juin 2019 : <http://www.aei.org/wp-content/uploads/2019/06/BRI-Senate-testimony-6.12.19.pdf>
- **Les Nouvelles Routes de la Soie. Enjeux et opportunités économiques** : Etude par Jean-Paul Larçon et Corinne Vadcar publiée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, comportant des exemples précis concernant plusieurs entreprises françaises, Juin 2019 : <http://www.cci-paris-idf.fr/sites/default/files/etudes/pdf/documents/routes-de-la-soie.pdf>
- **New perspectives on the Belt and Road Initiative beyond doctrinal debates** : Interview de Richard T.Griffiths, Professeur émérite à l'université de Leyde, Juillet 2019 : <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2019/07/Asia-Focus-118.pdf>
- **China Overseas Lending**, Working Paper 26050 du National Bureau of Economic Research, Mass. Etude des prêts internationaux depuis 1998, faisant la part belle à l'évolution depuis le lancement de la BRI, juillet 2019 : <https://www.nber.org/papers/w26050>

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- Déficitaires d'environ 200mds USD, le commerce international des services a augmenté de 11,5% pour la Chine en 2018, représentant 14,7% du commerce international total (GT, 22/5)
- Avec un total de 20md USD, la Chine est restée en 2018 le 1^{er} exportateur de produits de la pêche (Xinhua, 23/5)
- Selon le Financial Times, la Chine a accru en 2018 les subventions à ses entreprises de 14%, les portant à 22,3mds USD équivalents pour éviter la récession (FT, 28/5)
- Selon Hurun, 80% des Chinois fortunés désirant quitter leur pays choisissent les Etats Unis (Forbes, 28/5)
- Selon le Bureau américain du Tourisme et des Voyages, le tourisme chinois aux Etats Unis a baissé de 5,7% en 2018 à 2,9 m de visiteurs après une décennie de forte croissance (AP, 28/5)

- Selon le cercle de réflexion CASS, la dette chinoise rapportée au PNB nominal atteint un record de 248,8% du PNB à la fin du 1^{er} trimestre de 2019, en augmentation de 5,1% par rapport à la clôture de 2018 (Caixin, 30/5)
- Premier agent de voyages en ligne chinois, Ctrip a réalisé 35% de son chiffre d'affaires à l'international au 1^{er} trimestre 2019 et espère dériver la moitié de ses revenus de l'international d'ici 5 ans (Skift, 4/6)
- Selon Alphaliner, les exportations chinoises par conteneurs vers les Etats Unis durant les 5 premiers mois de l'année ont baissé de 6,5% par rapport à la même période de 2018 (3,87 au lieu de 4,14m TEU) (Seatrade, 12/6)
- Sur 12 mois jusqu'à fin mars 2019, les investissements chinois dans les pays d'Asie Pacifique passent de 35mdsUSD à 6mds (-83%) ce qui positionne le pays derrière Singapour, Hong Kong et la Corée du sud (Knightfrank, 18/6)
- Le commerce entre la Chine et l'Union européenne a augmenté de 11,7% au cours des 5 premiers mois de l'année et représente 15,7% du commerce extérieur chinois (CD, 19/6)
- Selon un officiel de l'IATA, le marché aéronautique chinois devrait devenir le 1^{er} du monde en 2022 (CD, 20/6)
- Selon une liste récente, la Chine possède 219 des 500 premiers supercalculateurs mondiaux, les Etats-Unis 116 et la France 19 (Développez.com, 24/6)
- Selon un rapport de Cap Gemini, le nombre de riches chinois (fortune de plus de 1,5m USD) a baissé en 2018, pour la 1^{er} fois après sept ans de hausse continue et leur richesse cumulée a chuté de 530mds USD (Quartz, 9/7)

Politique extérieure, diplomatie, décisions relatives à la mondialisation

- La Chine et l'Union européenne signent deux contrats sur la sécurité de l'aviation civile et sur certains aspects des services aéronautiques ouvrant la voie à la qualification des appareils construits en Chine (GT, 21/5)
- Lors d'une rencontre entre les deux ministres de la Défense, Singapour et la Chine approuvent un « programme substantiel » d'approfondissement de leurs liens en matière militaire (SCMP, 29/5)
- Quatre patrouilleurs chinois ont passé 57 jours au large des îles Senkaku, disputées avec le Japon (Diplomat, 10/6)
- L'Administration chinoise pour le Cyberspace publie les règles applicables au flux des données exportées hors de Chine en matière de sécurité nationale, intérêts public et privé (GT, 13/6)
- Qu Dongyu, vice-ministre de l'Agriculture chinois, est élu directeur de la FAO (France24, 23/6)
- Le Ministère chinois des Transports déclare le niveau 3 du risque de navigation dans le détroit de Malacca, son plus haut degré (GT, 4/7)

Innovations, avancées technologiques, réformes économiques

- Un prototype de train à lévitation magnétique capable de rouler à 600km/h est présenté à Qingdao (SCMP, 23/5)
- Le constructeur chinois Qingniang présente un prototype d'automobile propulsé à l'hydrogène créé par électrolyse avec la poudre d'aluminium capable de rouler 500 km avant recharge en eau (SCMP, 26/5)
- Geely commence à commercialiser sous la marque Yuan Cheng le bus F12 propulsé à l'hydrogène (Nikkei 31/5)
- Des chercheurs de l'Académie des Sciences de Fuzhou trouvent un procédé permettant d'extraire les terres rares du minerai de façon beaucoup plus rapide et moins polluante (SCMP, 31/5)
- La Chine est le premier pays au monde à réaliser le lancement d'une fusée spatiale (Longue Marche 11WEY) à partir d'un navire en mer (SCMP, 5/6)
- WeChat (Tencent) a lancé en avril 2019 le nouveau réseau social commercial « Good Product Circle » (好物圈) qui centralise les achats de plusieurs mini-programmes et l'échange avec un groupe d'amis (Jing Daily, 9/6)
- La Chine a développé un radar à ondes de surface pour détecter les avions furtifs à longue distance (SCMP, 11/6)
- Sans attendre le plein effet des mesures américaines, Huawei lance 1 million de smartphones utilisant son nouveau système opérationnel Hongmeng, compatible avec les applications Android (Gsmarena, 11/6) et prépare la déclaration de cette marque déposée dans plusieurs pays dont 9 en Europe (Reuters, 12/6)
- Changxin Memory, ex Innotron Memory, créée en 2016, est le premier industriel chinois à produire des puces-mémoire DRAM conçues localement (Nikkei, 12/6)
- CRRC Qingdao Sifang teste avec succès des voitures de métro en fibre de carbone plus légères de 13% que les plus modernes en circulation (CD, 21/6)
- Tsinghua Unigroup forme une unité de fabrication de microprocesseurs-mémoire DRAM pour éviter la dépendance chinoise vis-à-vis des fabricants Micron, Samsung et SK Hynix (95% de la production mondiale) (Reuters, 1/7)
- Développé par CRRC Zhuzhou, le système ART de bus intelligent commence à être testé au Qatar en vue de la Coupe du monde de football (Chinaplus, 16/7)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- Arguant de faibles volumes et de coûts élevés, le fabricant chinois de circuits intégrés SMIC, un des leaders dans son domaine, retire la cotation de ses titres de la Bourse de New York (CNBC, 27/5)
- Premier fabricant mondial de drones, le chinois DJI lance une caméra d'action concurrente de GoPro (Wired, 30/5)
- La fusion entre les sidérurgistes chinois Baowu et Magang crée un géant quasi équivalent en production au numéro un mondial Arcelor Mittal (Nikkei, 3/6)
- Huawei crée une division de solutions pour automobiles intelligentes connectées (CD, 5/6)
- Dans une note à la Bourse de Shanghai, Hengtong Optic-Electric déclare vouloir acheter 51% de Huawei Marine Networks, division d'installation câbles du géant de l'équipement télécom (Nikkei, 4/6)
- Développée par CASIC, la plateforme internet de convergence des sociétés d'état chinoises doit permettre un meilleur échange en matière de rationalisation et d'innovation (GT, 15/6)
- Jugeant que son partenariat avec son concurrent Netflix est limité par la crise sino-américaine, le distributeur chinois de vidéos Iqiyi décide de se lancer seul sur plusieurs marchés occidentaux (Reuters, 24/6)
- La Commission de Règlementation des Assurances crée Dajia, société d'état au capital de 3md USD, pour assumer les actifs de l'ancien groupe déconfit Anbang (Caixin, 29/6)

- Troisième promoteur immobilier chinois, Evergrande présente sa nouvelle automobile électrique, la « Nevs 93 », construite grâce à sa prise de participation dans le constructeur suédois Nevs (SCMP, 2/7)
- Huawei et Baidu annoncent un partenariat étroit dans le domaine de l'intelligence artificielle (GT, 3/7)
- Les deux grandes sociétés d'état de construction navale CSIC et CSSC confirment leur projet de fusion annoncé en mars 2018 (WSJ, 4/7)
- Continuant sa politique d'intégration verticale, le téléphoniste Xiaomi devient le 2^e actionnaire de son compatriote fabricant de circuits intégrés VeriSilicon (Reuters, 15/7)

Accords, contrats et marchés significatifs

- Le gouvernement ghanéen et China Railway Wujia Group signent un contrat pour la construction d'une ligne ferroviaire de 100km dans l'ouest du pays (Ecofin, 21/5)
- Déjà présent dans le pays, le groupe Huajian signe un contrat pour investir 100m USD dans les industries du café et de la chaussure dans un parc industriel du sud-ouest de l'Ethiopie (Ecofin, 2/6)
- Le consortium APM Terminals - Bolloré Logistique - Autorité portuaire du Ghana, opérateur du premier terminal de conteneurs au Ghana, attribue à China Harbour Engineering l'extension du port de Tema (Ecofin, 10/6)
- 500m GBP de contrats sont signés lors de la visite du vice-premier ministre Hu Chunhua à Londres (SCMP, 18/6)
- Le producteur de produits laitiers chinois Mengniu et Coca-Cola signent avec le CIO un accord de sponsoring conjoint des Jeux Olympiques de 2021 à 2032 (Reuters, 24/6)
- Powerchina va construire deux barrages hydroélectriques en RDC, sur le Congo à Kinshasa et sur le fleuve Lufira, pour un coût combiné de 3,4md USD (Ecofin, 2/7)

Financements publics et privés, aides financières

- Premier pays d'Europe occidentale à expérimenter ce marché, le Portugal a levé 2md CNY (290m EUR) de « panda bonds » en CNY sur le marché obligataire intérieur chinois (Les Echos, 3/6)
- Un consortium rassemblant ICBC, Agricultural Bank et China Construction Bank accorde une facilité générale de 690m USD à la compagnie pétrolière de Dubai ENOC (Xinhua, 11/6)
- Selon le Journal of Development Economics, les régions de naissance des dirigeants politiques africains ont reçu trois fois plus d'aide chinoise que les autres régions pendant leur mandat (Quartz Africa, 10/6)
- La Chine accorde un don de 31m USD et annule 34m de dettes à la Côte d'Ivoire, accorde une aide sans contrepartie de 43m USD au Sénégal pour financer des projets, et accorde un don de 30m USD et annule 22m de dettes à la Zambie (Ecofin, 26/5)
- Selon l'institut allemand Kiel, les prêts chinois au monde ont décuplé entre 2000 et 2017, passant de 500md USD à 5.000md USD et de 1% à 6% du PIB mondial (SCMP, 9/7)

Investissements, acquisitions, désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- Alibaba et le fonds souverain russe RDIF investissent chacun 100m USD dans une nouvelle joint-venture russe de commerce en ligne (Reuters, 5/6)
- Le comité spécial créé en 2016 pour statuer sur les introductions de nouvelles sociétés étrangères sur la bourse australienne ASX fait obstacle aux sociétés chinoises candidates (Nikkei, 23/5)
- Le nouveau système de gestion de la cybersécurité philippin va contrôler étroitement les opérations du 3^e opérateur téléphonique national Mislattel, détenu majoritairement par China Telecom (Nikkei, 20/6)
- A l'inverse de la tendance générale constatée au niveau mondial, le nombre d'acquisitions de sociétés japonaises par des investisseurs chinois (28 cotées plus 25 non-cotées) a atteint un record en 2018 (Nikkei, 8/7)
- Le groupe chinois d'éducation Bright Scholar achète pour 150m GBP CATS Colleges, réseau d'écoles au Royaume Uni, aux Etats Unis et en Chine appartenant précédemment au groupe Cambridge Education (FT, 10/7)
- Au Cours du 1^{er} semestre 2019, les sociétés de capital risque chinoises ont investi 667m USD dans les jeunes pousses technologiques d'Asie du sud est, soit 20% de l'investissement total et 5 fois plus qu'en 2018 (FT, 13/7)
- Tencent investit dans la jeune pousse fintech indienne NIYO, spécialisée dans la gestion personnelle de comptes et les services de change (SCMP, 13/7)
- Selon le Financial Times, le plan de sauvetage de 750m GBP de l'ancienne maison londonienne de tourisme Thomas Cook laisse les mains libres à Fosun en faisant disparaître tous les autres anciens actionnaires (15/7)

Projets en cours

- Plateforme de streaming de jeux pour professionnels, la start-up chinoise Huya va proposer ses produits en Amérique latine puis aux Etats-Unis (CNBC, 21/5)
- La startup chinoise géante du réseau social ByteDance souhaiterait se lancer dans la téléphonie (Les Echos, 28/5)
- China Three Gorges veut prendre le contrôle des actifs d'EDP-Energias du Brasil, filiale brésilienne du groupe portugais Energias do Portugal (Caixin, 5/6)
- Selon l'analyste Global Data, CNPC-Sinopec et CNOOC investiront 15md USD dans le secteur pétrolier en Afrique entre 2019 et 2023 (Ecofin, 19/6)
- Lors de sa visite à Paris, Edouard Fritch, Président du Pays de la Polynésie française, évoque le projet du câble sous-marin Chine-Chili qui pourrait désenclaver l'archipel (Tahiti Infos, 19/6)
- Des discussions ont lieu entre China Merchants Industry, China International Marine Containers et AVIC International pour une fusion stratégique de ces géants du secteur public (Caixin, 10/7)
- Des partenaires chinois devraient apporter 60% d'une usine de transformation de 50m T de cacao au Ghana, qui jusqu'ici ne traite localement que 15% de sa production (Ecofin, 11/7)

Implantations à l'étranger, délocalisations, nouveaux services internationaux

- COSCO Shipping Specialized inaugure à Rotterdam son siège régional européen (Xinhua, 17/5)

- La Banque chinoise des Communications ouvre une succursale à Prague en Tchéquie (Xinhua, 21/5)
- Contrôlé par le groupe Fosun, le Club Méditerranée va construire son premier village de vacances au sud du Sahara sur la côte du Natal en Afrique du Sud (Skift, 31/5)
- Union Pay vient de signer un accord avec Tribe Payments, start-up britannique, pour permettre à des institutions financières, banques et fintech, d'émettre des cartes de paiement labellisées en Europe (Les Echos, 4/6)
- Xin, fabricant chinois d'imprimantes et de photocopieurs, installe une usine au Ghana (Xinhua, 14/6)
- AutoX et Pony.ai, startups chinoises de conduite autonome, obtiennent leurs licences pour effectuer des tests de transport public robotisé dans l'état de Californie jusqu'en 2022 (Technode, 20/6)
- China CITIC Bank ouvre à Londres sa première agence à l'étranger (Xinhua, 23/6)
- Malgré les accusations de détournement d'informations par le Sénat américain, le Chinois DJI, premier fabricant mondial de drones à usage privé, va ouvrir en Californie une usine de montage (Xinhua, 25/6)
- BYD ouvre en Ontario sa première usine de montage de bus électriques (Reuters, 25/6)
- Alibaba double son portail de commerce international Tmall Global, hôte de 20 000 marques étrangères dans 77 pays, par une version en langue anglaise (Reuters, 26/6)
- Tencent lance avec la municipalité d'Helsinki un « mini-programme » WeChat permettant aux visiteurs chinois en Finlande de programmer un « tourisme intelligent » (Skift, 27/6)
- 4 mois après Huawei, ZTE ouvre à son tour un laboratoire de cybersécurité à Bruxelles (Reuters, 10/7)

Partenariats

- Le site internet chinois d'informations sur les nouvelles technologies 36Kr va collaborer avec le Nippon Keizai et donc indirectement avec le Financial Times pour partager des données sur les start-ups (Nikkei, 22/5)
- Le régulateur boursier chinois et la Bourse de Tokyo présentent six fonds en devises facilitant l'investissement réciproque dans les marchés financiers chinois et japonais (Caixin, 27/5)
- Les gouvernements égyptien et chinois décident de coopérer dans les domaines de la formation à la technologie de l'information, de l'internet des objets et des villages intelligents (Ecofin, 3/6)
- Très présente en Chine, la chaîne d'hôtels indienne Oyo et le voyageur en ligne chinois Ctrip signent à Singapour un partenariat stratégique pour l'Asie (Skift, 27/5)
- Alibaba signe un partenariat avec Audi, Honda et Renault pour l'installation de son assistant oral d'intelligence artificielle dans les modèles des trois constructeurs automobiles (Nikkei, 11/6)
- Le constructeur Geely signe avec le coréen LG Chem un accord de JV pour produire des batteries (Reuters, 13/6)
- Longtemps retardée, la connexion entre les bourses de Londres et de Shanghai autorisant les transactions croisées entre en fonction (Reuters, 17/6)
- Geely crée une joint-venture avec le groupe suédois de technologie Veoneer pour mettre au point le software de véhicules autonomes (Reuters, 20/6)
- Baidu participe à une coalition de plusieurs groupes internationaux des secteurs de l'automobile et de la technologie de l'information pour édicter les principes normatifs des véhicules autonomes futurs (Technode, 4/7)

Actions et événements concernant l'image de la Chine à l'étranger

- L'Unesco organise les 3 et 4 juin à Paris un Forum sur la coopération entre l'Afrique et la Chine dans le domaine de la préservation du patrimoine mondial (Atlasinfo, 29/5)
- Selon la revue « Nature », la Chine est responsable de l'augmentation dans l'atmosphère du fréon (CFC-11), gaz interdit en 2010 car responsable de l'accroissement de l'effet de serre (Les Echos, 30/5)
- Le fournisseur chinois de télévision payante StarTimes crée un festival panafricain du film en ligne (Ecofin, 4/6)
- Le tribunal de commerce international de Chine juge sa première affaire : Ruoychai Intl Thaïlande contre Red Bull Vitamin Drink (Xinhua, 30/5)
- Le gouvernement australien suspecte la Chine dans la cyberattaque « sophistiquée » qui a permis de détourner les données personnelles des étudiants de l'Université Nationale pendant 19 années (SMH, 5/6)
- L'opérateur chinois de télévision payante StarTimes obtient les droits exclusifs de diffusion pour l'Afrique subsaharienne de la Copa America 2019 de football (Ecofin (7/6)
- Le 6 juin, China Télécom a rerouté une partie du trafic internet européen vers la Chine pendant 2 heures, générant des connexions lentes et bloquant l'accès à certains serveurs (Siècle digital, 11/6)
- La proposition du gouvernement chinois de payer les salaires des professeurs de mandarin rend quasiment obligatoire l'enseignement de la langue chinoise dans les écoles privées népalaises (Times of India, 18/6)
- Le gouvernement de Hainan demande de rectifier les noms des hôtels Vienna, Heidelberg et Victoria, signes d'un « culte de l'étranger » blâmable (FT, 19/6)
- La Chine fait don d'un supercalculateur aux universités scientifiques tunisiennes (Tunisie numérique, 20/6)
- Cybereason, spécialiste de sécurité informatique, révèle qu'une vaste et ancienne opération d'espionnage a été lancée par la Chine sur les réseaux de 10 grands opérateurs télécoms mondiaux (Les Echos, 27/6)
- Le Congrès mondial des véhicules à énergies nouvelles se tient à Boao (Hainan) (Xinhua, 2/7)
- 100 médecins chinois participent avec leur équipement militaire à des manœuvres simulant un sauvetage après une épidémie ou un bombardement avec l'armée allemande à Feldkirchen (SCMP, 9/7)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

Contrats, implantations, projets et marchés significatifs

- L'Oréal lance une application de sa marque La Roche-Posay sur les plateformes d'Alibaba permettant d'obtenir un diagnostic de peau à partir d'une photo du visage prise sur un smartphone. (Reuters, 17/5)
- Pierre & Vacances - Center Parcs, groupe français des résidences de loisirs signe deux nouveaux partenariats stratégiques pour appuyer son développement en Chine. (Les Echos, 28/5)
- L'Agence Française de Développement signe un prêt de 250m EUR avec la NDRC, le Ministère des Finances et la Banque de Nanjing pour approfondir sa coopération dans la lutte contre le changement climatique, la protection de l'environnement et de la biodiversité en Chine et hors de Chine. (Xinhua, 29/5)
- Ailion, marque de vêtements de golf qui s'ancre à ses origines françaises, souhaite se développer davantage en Chine. (Le Figaro, 10/6)
- Harbin Hafei Airbus Composite Manufacturing Centre (HMC), coentreprise entre Airbus et ses partenaires chinois, devient le fournisseur unique de structures composites de pièces de l'avion A350 XWB. (Xinhua, 10/6)
- Genfit, société biopharmaceutique française, signe un accord de licence et de collaboration d'une valeur de 228m USD avec Terns Pharmaceuticals pour développer et commercialiser en Chine l'elafibranor (molécule pour traiter la stéatose hépatique non alcoolique et des maladies métaboliques tel que le diabète). (Zonebourse, 24/6)
- Plastic Omnium ouvre un centre de recherche à Wuhan, ville pilote de la filière hydrogène en Chine, qui consacre sa R&D dans les systèmes à carburant, la dépollution ainsi que les énergies nouvelles. (AFP, 4/7)
- Air China va commander auprès d'Airbus 20 appareils A350-900 pour une valeur de 6,5md USD (Ouest France 12/7)

Implantations et investissements croisés

- SES-Imagotag, spécialiste français des étiquettes électroniques, annonce la création d'une coentreprise en partenariat avec BOE Technology et JD Digits, filiale de JD.com, afin de promouvoir la digitalisation des points de vente physiques en Chine. (Euronext, 17/5)
- De Fursac est racheté par SMCP dont l'actionnaire majoritaire est le groupe chinois Shandong Ruyi, pour accélérer sa présence à l'international. (Challenges.fr, 25/6)
- Carrefour cède 80% des titres de sa filiale chinoise au groupe chinois Suning pour un montant de 620m EUR. Carrefour Chine conservera 20% des parts ainsi que deux sièges sur sept au conseil de surveillance. (AFP, 23/6)
- GL Events annonce l'acquisition d'Interwine, société organisatrice de salons de vin pour renforcer sa présence en Chine. (Capital 2/7)

Services, culture, soft power, autres informations

- Air China va inaugurer une nouvelle ligne directe entre Nice et Pékin à partir du 2 août 2019 avec trois vols hebdomadaires effectués en A330. (20 minutes, 21/6)
- Haantang Culture, groupe média chinois va financer la rénovation de la loge de l'Empereur et son salon attenant au Palais Garnier pour 250k EUR, produire les documentaires sur le chantier des loges et organiser divers événements liés au 350^e anniversaire de l'Opéra National de Paris. (Les Echos, 30/5)
- L'ambassadeur de Chine Zhai Jun inaugure le Jardin chinois des 3 rêves, nouvel espace du parc de loisir « Tropical parc », site touristique à Saint-Jacut-Les-Pins, dans le département du Morbihan. (Actu.fr, 14/6)

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong
et Christophe Granier, CCE France

La lettre de « **La Chine hors les murs** » est publiée par l'Observatoire de la mondialisation chinoise créé en 2014 par la Commission Asie Pacifique des Conseillers du Commerce extérieur de la France. Les opinions exprimées dans ses articles n'engagent pas le Comité national des CCE. Pour tout renseignement ou apport, écrivez à : chinehorslesmurs@cnccef.org.